

AUGUSTE LALANCE

MES SOUVENIRS

1830-1914

PRÉFACE

PAR M. ERNEST LAVISSE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



BERGER-LEVRULT, ÉDITEURS

PARIS

5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY

RUE DES GLACIS, 18

1914

Prix : 1 fr. 50

109

MES SOUVENIRS

1830-1914

DU MÊME AUTEUR :

L'Alliance franco-allemande, par UN ALSACIEN. « *L'Alsace n'est pas un glacis, c'est un pont.* » 1888. Grand in-8. 1 fr.

L'Avenir des peuples de l'Europe centrale. Traduit de l'allemand par Auguste LALANCE. 1891. Grand in-8. 1 fr.

(Berger-Levrault, Éditeurs.)

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

CDHF
Haut-Rhin

AUGUSTE LALANCE

N^o 2 5 6 5

MES SOUVENIRS

1830-1914

PRÉFACE

PAR M. ERNEST LAVISSE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



BERGER-LEVRAULT, ÉDITEURS

PARIS

5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY

RUE DES GLACIS, 18

1914

PRÉFACE

La *Revue de Paris* publie aujourd'hui les souvenirs d'une existence à servir d'exemple : naissance dans une famille vivant de son travail, — à la houillère de Ronchamp en Haute-Saône; — le père, Franc-Comtois, ingénieur, sort de l'École des mineurs de Saint-Étienne, la mère, Alsacienne, nièce d'André Kœchlin; une éducation morale et religieuse à la maison, intellectuelle et religieuse dans deux bons petits collèges; l'apprentissage de la mécanique chez l'oncle Kœchlin; des voyages pour le service de la maison, et l'honneur de la représenter à l'Exposition universelle en 1855; la fortune cherchée en Angleterre, l'an d'après; l'entreprise d'une société intermédiaire entre les constructeurs anglais et leurs clients, et des voyages par toute l'Europe; un séjour de neuf années en Russie; la rentrée à Mulhouse en 1868; le mariage « de grande inclination » et la fondation de la maison Schæffer-Lalance, — si bien qu'il semble que ce soit l'installation pour la vie; — mais la guerre, ses douleurs et ses ruines; le marché de France fermé et la nécessité de s'accommoder au marché d'Allemagne; après que l'effort a réussi, la colère des vainqueurs provoquée par un acte de patriotisme; le refuge à Paris;

et encore l'inlassable travail; enfin, quand la quatre-vingtième année a sonné, le retour au lancer, à Mulhouse; le deuil gardé des malheurs de la patrie française et de la patrie alsacienne, mais l'espoir, envers et contre tout, d'une libération de l'Alsace par la justice et dans la paix; la vieillesse occupée à des œuvres magnifiques de bienfaisance : l'*Union Home*, qui loge aujourd'hui cent ménages ouvriers dont les petits loyers sont employés à des constructions nouvelles, et le *Sanatorium* contre la tuberculose, — cinquante lits aujourd'hui, cent cinquante plus tard, — ce *Sanatorium Lalance*, qui perpétuera, dans les siècles d'Alsace, le nom du noble ménage Lalance.

L'exemple donné par cette vie, c'est, malgré des accidents énormes et terribles, l'unité par la persévérance dans le travail et par la fidélité à deux sentiments très beaux : l'amour de la patrie et l'amour de l'humanité.

* * *

Au moment où M. Lalance naquit, en 1830, naissait la grande industrie. Enfant, il vit circuler le premier « convoi » sur la ligne de Thann à Mulhouse, et même il manqua d'y être broyé, par l'erreur d'un ingénieur qui croyait que l'on pouvait construire une voie ferrée comme une route ordinaire. A vingt ans, Lalance introduit à Augsbourg des machines de filature de laine, encore inconnues dans cette ville. L'an d'après, à un industriel de Vienne, en Dauphiné, qui empruntait à une rivière une force transmise par d'énormes roues hydrauliques, il apporte une turbine; la petitesse et l'ambition de ce bibelot font sourire le fabricant

et son personnel; mais la vaillante petite se met à travailler : « Arrêtez ! Arrêtez ! » crient des voix effarées; les machines tournaient si vite que tout faillit casser... Et la petite turbine remplaça les grandes roues hydrauliques. En 1854, installation à Dusseldorf de la première filature de laine peignée qu'on ait vue en Prusse. L'an d'après, à l'Exposition universelle, le jeune mécanicien manoeuvrait une machine à imprimer des étoffes en bleu d'outremer; près de lui bruissaient d'autres machines alors merveilleuses; il entendit les propos des gens émerveillés, en effet : « Qu'est-ce que c'est que ça ? demande un gentilhomme campagnard, un sexagénaire vêtu à la mode du temps passé. — Une machine à boucher les bouteilles. — Et ça? — Une machine à coudre. » Et le noble rural, souriant : « Je vais sans doute trouver une machine à faire les enfants à la mécanique. » Puis, se grattant l'oreille : « C'est égal, j'aime mieux l'ancien système ! »

Les années d'après, ce sont les voyages pour le placement des machines anglaises en France; à Gand, Bruxelles et Liège; à Berlin et Danzig; à Vienne en Autriche et dans le Banat, aux frontières de Turquie; dans le royaume lombard-vénitien, où les premiers chemins de fer s'établissent; à Venise, qui a commandé un pont roulant pour décharger les locomotives arrivées par bateaux et une voie pour les amener à la gare. En Russie, le travail fut énorme sur la ligne de Saint-Pétersbourg à Vilna, avec prolongements de Vilna à Varsovie et de Vilna à la frontière prussienne. D'intéressants intermèdes amusaient Lalance; à Vilna, la seconde capitale de la Pologne, qui s'éclairait encore à l'huile, il alluma le gaz.

C'est ainsi qu'il promenait allégrement à travers l'Europe la baguette magique par les vertus de laquelle l'Europe et le monde seront transformés au point qu'ils deviendront méconnaissables, un jour qui n'est peut-être pas très très loin. La jeunesse de Lalance s'épanouit devant l'aurore de l'ère nouvelle.

* * *

Très jolis sont les récits de ses voyages dans les diligences, — avec le relai au petit jour pour le café au lait, — ou bien en traîneau, sur la neige russe, à travers les forêts scintillantes de givre, sous l'escorte de loups aboyants dont les yeux brillaient au clair de la lune. Des anecdotes sont troussées lestement. — A Kœnigsberg, un commis voyageur français explique à des Allemands ébahis la supériorité de notre langue sur la leur, puisque, si nous disons *oui*, ou *non*, tout le monde comprend ce que nous voulons dire, au lieu que personne ne sait ce que signifient *ya* et *nein*; et les bons Allemands ne sont pas éloignés de le croire : « Notre langue, disent-ils, est bien difficile. » — A Augsbourg, Lalance reçoit la visite d'un officier qui vient l'inviter à une chasse de la part du prince Louis de Bavière. Il s'étonne; l'officier lui explique que Son Altesse aime beaucoup la langue française; Elle regrette de n'avoir que trop rarement l'occasion de la parler; sachant qu'un Français se trouve à Augsbourg, Elle désire le voir, et, plusieurs dimanches de suite, un break vint chercher le Français à l'hôtel des *Drei Mohren*. Son Altesse conduisait; Elle faisait asseoir Lalance à côté d'elle et lui demandait

de lui raconter des histoires drôles : « N'ayez pas peur de me choquer, disait-Elle. » — Le tout jeune prince Georges de Danemark, roi de Grèce frais émoulu, faisait ses visites de remerciement. Il voyageait dans le train impérial; comme il s'ennuyait dans le wagon-salon, il passa dans le wagon de service, où Lalance se trouvait en compagnie des ingénieurs. Le Roi, leur montrant une belle pipe qu'il avait achetée la veille, leur demanda du tabac, et resta plus de deux heures à écouter « des histoires plus ou moins grivoises ».

D'autres anecdotes, innocemment, sont des traits de mœurs.

Un jour, Lalance entre au bureau de poste, à Augsbourg, afin d'y prendre un billet pour la diligence d'Ulm. Un employé lui crie : « *Ziehen Sie die Mütze ab!* (Retirez votre casquette!) » Or, le voyageur avait les mains embarrassées de bagages. Survient un domestique d'une maison où il avait été reçu; ce domestique portait une livrée superbe; il présente humblement une lettre à Lalance, qu'il appelle : « *Euer Gnaden* (Votre Grâce) ». L'employé bondit de son siège, s'empresse vers le voyageur, et, s'inclinant, demande : « *Wo will Euer Gnaden hin?* (Où veut aller votre Grâce?) »

Des paysans russes se déshabillent, se roulent nus dans la neige, se frottent, et les voilà bien propres, et ils reprennent leurs vêtements habités par la vermine. — A Pétersbourg, le ministre chargé des travaux publics était un honnête homme; aussi le représentant d'une maison américaine, chargé de traiter avec lui d'une grosse affaire, n'osait-il pas lui parler pourboire; mais il se présentait au cabinet ministériel, un jour de très beau temps, portant

sous le bras un parapluie. Le ministre s'exclamait : « Un parapluie par un aussi beau temps! — Je parie 10.000 roubles avec Votre Excellence qu'il pleuvra avant une heure. — Je tiens le pari. » Et, bien entendu, il ne pleuvait pas.

De courtes moralités accompagnent ces récits, malicieuses et souriantes d'ordinaire, quelquefois très graves : « Je vis devant le palais des Doges les canons autrichiens braqués sur la place Saint-Marc. Ils étaient chargés et un artilleur était à côté, tenant une mèche à la main. C'était lugubre et on avait l'impression d'un pays civilisé opprimé par des sauvages. »

* * *

De ces anecdotes, deux doivent être mises à part.

Un jour, en 1854, à Dusseldorf, Auguste Lalance entra en conversation avec des officiers prussiens. Ils lui dirent leur rêve de trois guerres : guerre contre l'Autriche d'abord, pour la mettre hors d'Allemagne; guerre contre la France, pour lui faire accepter l'unité allemande; guerre contre la Russie pour la refouler vers l'Asie; et ces trois guerres seraient victorieuses, et l'Allemagne, entre les débris de ces vaincus, régnerait sur le monde. *Deutschland über alles.*

Un soir, en 1857, à Mayence, il trouva, dans l'hôtel où il descendit, des officiers prussiens groupés autour d'une carte étalée; c'était le grand État-major de Berlin. Ils étaient partagés en deux groupes : l'un représentait une armée française marchant sur Mayence, et l'autre, une armée prussienne marchant de Mayence sur Metz. Chaque soir, au retour d'excursions sur le terrain, ces offi-

ciers se réunissaient; ils exposaient leurs opinions et les discutaient; un général, assis au bout de la table, les écoutait et prenait des notes. « Comment s'appelle ce général? demanda Lalance. — Moltke. »

Sans doute, il ne s'émut pas trop de la prophétie entendue à Dusseldorf, ni de la marche vers Metz marquée sur la carte de l'État-major prussien à Mayence. Il était occupé aux travaux de la paix, passionné pour les merveilles de l'industrie, humain, pacifique. Sans doute aussi, fier de son sang français, il ne craignait pas la guerre pour la France.

La guerre vint. Mulhouse, occupé par l'ennemi, écouta pendant les nuits le canon tonner lugubrement autour de Belfort. Et la paix de Francfort livra l'Alsace à l'Allemagne.

Que faire? S'insurger dans une guérilla? Impossible, évidemment... Mais Lalance fut de ceux qui protestèrent, d'abord par une propagande secrète où de grands risques étaient courus, ensuite, quand vinrent les élections au *Reichstag*, par une propagande publique. Il provoqua des candidatures. Un jour, il fallut, d'un samedi à un jeudi, en trouver et organiser une dans l'arrondissement de Schlestadt. Lalance court à Schlestadt. Renseignements pris, il juge que, si M. Lang accepte la candidature, il sera élu; mais M. Lang est en chasse, sur la route du Rhin, on ne sait pas au juste où... Vite! en voiture. Des coups de feu, sur la gauche, révèlent la présence de chasseurs; Lalance les rejoint; ils font cercle autour de lui; M. Lang ne se fait pas prier une minute...

Vite! retour à Schlestadt et rédaction de la profession de foi; pour l'imprimer, des ouvriers sacrifient leur

dimanche; le lundi, des femmes portent les affiches dans les villages; le jeudi, M. Lang est élu à une grosse majorité. Lui-même, en 1887, M. Lalance, brigue le mandat de Mulhouse; les Allemands lui opposent trois candidats bien choisis; 17.000 voix sur 20.000 l'acclament. Mulhouse crie : « Vive la France ! » Les gendarmes se fâchent : « Qu'est-ce qui vous prend ? disent les Mulhousiens, nous crions : Vive Lalance ! »

Il ne siégea pas longtemps au Reichstag. Quelques jours avant son élection, il s'était chargé d'une mission grave à Paris; les députés d'Alsace à Berlin l'avaient averti, de source certaine, que Bismarck préparait une agression contre la France, afin, disait-il, de prévenir une attaque du général Boulanger, alors ministre de la Guerre. Lalance alla porter cette nouvelle à Paris; il y vit les chefs des partis politiques. Peu après, le Cabinet Goblet, où siégeait le général, fut renversé. Bismarck ne pardonna pas à Lalance son intervention en cette affaire; la Société Industrielle de Mulhouse fut menacée de dissolution, si elle le gardait pour vice-président, et la maison Schæffer-Lalance de la ruine, s'il en gardait la gérance. Lalance donna une double démission. Puis il soigna ses nerfs malades; seulement dix-huit mois après, à Paris, il retrouva le sommeil et la santé.

* * *

Cependant, et ici se marquent l'originalité de M. Lalance et le haut caractère de son patriotisme, sa protestation contre l'Allemagne ne s'inspire d'aucune haine; elle n'appelle pas la revanche par les armes.

Il sait la valeur des génies de France et d'Allemagne, et quels bienfaits leur accord prodiguerait à l'humanité.

Une nouvelle guerre? Mais qui pourrait compter les larmes et les gouttes de sang? Et le vaincu, quel qu'il fût, préparerait une revanche et ce serait tout l'avenir grevé d'une menace formidable.

Peut-être, un reste d'humanité, mais surtout l'incertitude de l'issue, la prudence, la peur, retiendront la fureur des belliqueux dans les deux pays, et le conflit sera évité; mais France et Allemagne demeureront inquiètes, méfiantes, l'une surveillant l'autre, guettant ses mouvements, les moindres, toutes les deux s'épuisant par l'effort en vue de la guerre possible.

L'un et l'autre adversaire demeureront flanqués de leurs deux seconds; l'un et l'autre continueront de dépendre de leurs alliés et amis, gênés dans leurs allures, *limités dans leur souveraineté*. Et l'Europe, toujours divisée en deux camps, dépensera en œuvres de guerre une grande part de son énergie.

Elle croit donc qu'elle est seule au monde, l'Europe? Parce qu'elle eut dans l'antiquité Athènes et Rome, parce que, depuis les temps modernes, le reste du globe lui demeura longtemps inconnu, indifférent ou subordonné, elle s' imagine qu'elle est à tout jamais investie du privilège de conduire l'histoire? Oublie-t-elle qu'elle a découvert l'Amérique et qu'une grande puissance s'y est élevée, que d'autres s'y annoncent, et que ce continent s'appelle fièrement le « Nouveau Monde »? N'a-t-elle pas entendu dire qu'une grande force est organisée à l'orient de l'Asie et qu'elle a fait ses preuves? N'est-elle pas inquiétée par

l'avenir mystérieux de la Chine? Ne sait-elle pas, l'Europe, que les trente siècles d'histoire qu'elle a derrière elle sont un très court espace de temps auprès de l'indéfinie longueur des siècles de l'avenir?

Cependant, un jour, en légende d'un dessin, où, près de l'Allemagne casquée, se tient la République Française coquettement coiffée de son bonnet phrygien; quelqu'un, l'empereur Guillaume, a écrit cette légende : « Peuples d'Europe, unissez-vous pour défendre vos biens... » Mais les peuples d'Europe n'ont pas entendu cet appel, et lui-même, l'empereur Guillaume, consentirait-il à discuter les conditions d'un acceptable pacte d'union?

L'union des peuples de l'Europe, c'est le grand rêve d'Auguste Lalance. Il l'a exprimée, prêchée à toute occasion depuis la guerre; il la prêche encore dans ses souvenirs, qu'il termine par une invocation à la mémoire de Gambetta : « Ne vous inquiétez pas, vous nous reviendrez par la paix », lui dit un jour Gambetta. Gambetta rêva aussi de réconcilier l'Allemagne et la France par le rachat de l'Alsace. « Nous la rachèterions très cher », assure M. Lalance.

Oh oui! très cher.

Mais, si jamais plus beau rêve ne fut opposé à une réalité plus laide, jamais non plus rêve ne sembla plus chimérique.

Entre Allemagne et France, la conversation directe est impossible. Chacune a ses raisons que l'autre ne veut entendre. La France n'admet pas la sinistre conception bismarckienne — l'Alsace « glacis » de l'Empire, sacrifiée au besoin d'entretenir la cohésion allemande par la crainte de la revendication française; — elle n'admet pas l'argument

de l'ethnographie; ni que la force suffise à créer un droit sur des âmes. Et les Allemands ne comprendront jamais, jamais, jamais, que nous sommes attachés à l'Alsace-Lorraine par un devoir d'honneur; les injures et les coups qu'elle reçoit, nous les recevons; nous souffrons en elle, comme on souffre dans un membre amputé. Lorsque, ces jours derniers, un colonel a parlé, devant un tribunal, d'« extirper » les sentiments de l'Alsace; lorsqu'il a déclaré, ce colonel, qu'il aurait eu plaisir à voir le sang couler dans les rues de Saverne; lorsque la justice militaire l'a absous, en considérant qu'il n'a eu que de bonnes intentions; en ce moment où ce von Reuter et ce von Forstner sont célébrés comme des héros nationaux, où des voix allemandes, même des voix officielles, appellent l'Alsace un pays « ennemi » et la menacent d'un renouveau de tourment, nous sommes torturés, nous la France, par le remords d'avoir laissé tomber l'Alsace entre ces mains maladroites et brutales.

Une conversation entre Allemagne et France finirait très mal.

Entre Allemagne et France, personne n'interviendra en pacificateur, car nos alliés et ceux de l'Allemagne ont besoin que nous nous haïssions, Allemagne et France. Ils savent que, par l'Allemagne et la France unies, le monde serait gouverné.

Mais alors, alors, il faut désespérer?

Personne ne sait...

Il est vrai, l'expérience défend que l'on espère en une victoire de la raison et de l'humanité seules; mais l'absurde et l'inhumain finiront par paraître gênants et onéreux,

au point qu'on ne les puisse plus porter. Les intérêts se plaindront; alors, peut-être les oreilles des sourds d'aujourd'hui percevront la voix de la raison et de l'humanité. C'est pourquoi il faut la faire entendre inlassablement.

Sinon, quelque jour, dans l'amoncellement sans cesse grossi des matières inflammables, le feu prendra; les nations se heurteront les unes contre les autres; quelques-unes seront brisées par le choc; et, sans doute, la Révolution, partout préparée, balaira d'un geste vengeur et juste empereurs et rois, et leurs serviteurs, et cette société qui aura laissé conduire les peuples à de pareilles catastrophes.

Quoi qu'il doive arriver, laissons en notre ciel d'orage, où le tonnerre attend son heure et la croit proche, laissons planer le rêve où Auguste Lalance, après une vie laborieuse et noble, trouve la sérénité de sa vieillesse, le rêve d'une réconciliation de la France et de l'Allemagne.

1^{er} février 1914.

Ernest LAVISSE.

MES SOUVENIRS

1830-1914

Plusieurs amis m'ont engagé à écrire un résumé de ma vie, pensant qu'il pouvait être intéressant de faire connaître certains faits et certaines idées.

J'entreprends donc la tâche de raconter ma propre histoire, et je le fais sans aucune vanité, heureux si un seul lecteur peut trouver dans mon récit quelque utile conseil.

ENFANCE ET JEUNESSE

Je suis né le 1^{er} septembre 1830 à la houillère de Ronchamp (Haute-Saône), sur le territoire de Champagny, où se trouvaient alors les puits en exploitation et les maisons du personnel.

Mon père, né en 1802 à Montbéliard (Doubs), était entré à l'École des mineurs de Saint-Étienne la première année de son ouverture, vers 1820.

Il était le fils aîné d'une veuve sans aucune fortune.

Arrivé à Saint-Étienne, il trouva un camarade pauvre comme lui et loua avec lui une petite chambre à deux lits.

Ce camarade est devenu le célèbre chimiste Boussin-

gault. J'ai eu l'occasion de le voir à Paris, et il m'a raconté les privations de mon père et les siennes.

Une fois ses études finies, mon père, après avoir visité toutes les mines de la Loire, fut engagé par la Compagnie des Mines de Ronchamp et y resta comme directeur technique jusqu'à sa mort, survenue en 1842.

Le directeur commercial était M. Sandherr.

La Société des Mines était composée de propriétaires de parts, en grande majorité des Alsaciens.

Celui d'entre eux qui avait le plus d'influence était M. André Kœchlin qui, dix ans auparavant, venait de créer les ateliers appelés aujourd'hui la Société alsacienne de Constructions mécaniques, à Mulhouse.

Trouvant que l'ingénieur de la mine remplissait parfaitement ses fonctions et désirant le conserver, il s'arrangea pour lui faire épouser sa nièce Mélanie, fille de son frère Jacques.

Le mariage eut lieu en 1829, et je naquis l'année suivante.

Mon père, qui était très libéral et qui avait accueilli avec joie la Révolution de Juillet, proposa de m'appeler Louis-Philippe; mais ma mère fit observer que ce nom serait peut-être une gêne pour moi si le Roi cessait de plaire, et on m'inscrivit sous le nom d'Auguste, qui était celui de mon père.

* * *

Mes premières années se passèrent à la houillère.

J'ai le souvenir précis de deux incidents :

Un jour, j'avais trois ans, mon père m'avait emmené à Belfort pour voir son ami le commandant de place.

Il se promenait avec lui à l'endroit où l'on érigea plus

tard le Lion de Bartholdi, c'est-à-dire sur une esplanade dominant la ville, et le long de laquelle étaient rangés des trophées de vieux canons.

Ces canons m'intéressaient beaucoup, et, après les avoir regardés en dehors, je voulus les voir en dedans.

Je m'engageai donc dans le plus gros.

J'arrivai facilement jusqu'au fond, mais, ne parvenant plus à en sortir, je me mis à crier de toutes mes forces.

Ces messieurs n'entendirent rien, et c'est en ne me voyant plus, qu'ils me cherchèrent et eurent l'idée d'explorer l'intérieur des bouches à feu.

Je fus retiré noir comme un nègre et je jurai bien que je n'entrerais plus jamais dans un canon.

* * *

Le second incident eût pu être beaucoup plus grave.

A une vingtaine de mètres de notre maison, sur une petite place où je jouais avec mes jeunes camarades, se trouvait un ancien puits de mine tellement grisouteux qu'on ne pouvait plus l'exploiter. Mon père l'avait fait entourer d'une baraque en planches dont la porte était toujours fermée à clef.

Un jour, sortant de notre maison, je vis la porte ouverte et, naturellement, je voulus voir l'intérieur de la baraque.

J'entrai donc et vis un grand trou noir de cinq à six mètres d'ouverture, sur lequel était jetée une étroite planche.

Non moins naturellement, je m'engage sur la planche qui plie et je trouve délicieux de me balancer pour la première fois de ma vie.

A ce moment, mon père sort de la maison et, à son tour, voit la porte de la baraque ouverte. Étonné de cette anomalie, il va pour s'en rendre compte.

Il aperçoit son fils au-dessus du trou noir plein de grisou !

On peut concevoir son angoisse.

De peur de m'effrayer, il se garde de dire un mot et se cache derrière la porte, retenant son souffle.

Comme tous les enfants, j'en eus vite assez; je me retournai sur ma planche et sortis; mais à peine dehors, je me vis administrer la plus belle fessée qu'un fils ait jamais reçue; je la sens encore.

Tout l'amour paternel, toute la crainte, toute la terreur éprouvées, tout cela fit explosion sur le bas de mon dos.

* * *

Mon troisième souvenir de cette époque lointaine se rapporte à une grande épidémie de choléra qui sévit en France vers 1834.

Mon père avait lu que la fumée arrêtait le choléra.

Il y a, dans les mines de charbon, des houilles de basse qualité qui ne valent pas les frais de transport.

Mon père fit allumer un de ces tas, qui brûla lentement en répandant une fumée noire dans tous les environs.

Est-ce cette fumée ou est-ce autre chose? Toujours est-il que, dans tous les environs de la mine, il n'y eut pas un seul cas de choléra.

En passant en chemin de fer à Ronchamp, on remarque que la terre est rouge: c'est qu'elle contient du fer.

Les propriétaires de la mine, vers 1835, décidèrent de retirer ce fer et de le travailler en barres.

On installa donc un grand haut fourneau qu'on chauffa avec les basses qualités de charbon et l'on obtint une fonte qu'on transforma ensuite en fer.

Des laminoirs étirèrent ce fer pour le façonner en barres.

C'est là qu'on fabriqua une partie des rails du chemin de fer de Mulhouse à Thann, peut-être même la totalité.

Le fer produit n'était pas de première qualité, et la quantité contenue dans le minerai était trop faible pour que l'opération fût avantageuse.

Quelques années après, on démolit le haut fourneau ainsi que les laminoirs, et le terrain où étaient les bâtiments est encore aujourd'hui tout couvert de scories vitrifiées.

* * *

En 1839, mes parents jugèrent qu'il était impossible de me donner, à la houillère, une instruction suffisante et décidèrent de me mettre dans la pension Dautheville, à Guebwiller. Je devais y entrer les premiers jours de septembre.

D'autre part, nous apprîmes que l'ouverture du chemin de fer de Mulhouse à Thann devait avoir lieu le 1^{er} septembre.

Mon père me dit : « Puisque c'est ta fête ce jour-là, nous irons en voiture jusqu'à Cernay et, de là, nous prendrons le train jusqu'à Mulhouse. »

Nous arrivâmes à l'heure voulue, et après avoir mis notre cabriolet à l'auberge, nous allâmes sur le quai.

Il s'y trouvait déjà beaucoup de voyageurs désirant rentrer à Mulhouse.

Nous vîmes bientôt arriver notre train, et le cœur nous battait à tous, petits et grands.

Mais au lieu de s'arrêter, à notre grande surprise il continua sa course, jusqu'à disparaître derrière le pont de la route Paris—Colmar.

Les personnes qui attendaient sur le quai n'y comprenaient rien, et il se passa un bon moment avant que le mécanicien eût pu arrêter son train et revenir nous prendre.

Nous voyions de loin les dernières voitures s'approcher, lorsqu'une masse bruyante venant de Thann passa devant nous avec une vitesse folle et alla écraser les dernières voitures, dont nous vîmes les morceaux projetés jusque sur le haut du pont.

Le chef de gare eut beau nous dire : « On va atteler d'autres wagons », mon père avait eu tant d'émotion, qu'il préféra reprendre notre voiture pour aller à Mulhouse.

J'ai connu plus tard la cause de cet accident (1).

L'ingénieur chargé de la construction de la ligne Mulhouse — Thann était M. Bazaine, ingénieur des Ponts et Chaussées et frère du futur maréchal.

Il avait opéré comme il est prescrit d'opérer sur les routes ordinaires, c'est-à-dire que, dans les gares, il avait donné au terrain la même pente qu'en pleine voie, et, depuis Thann jusqu'à Mulhouse, il avait adopté une pente *ininterrompue*.

Dans les essais avec une locomotive seule ou avec une locomotive et un wagon, le mécanicien pouvait facilement arrêter aux gares. Mais le jour de l'inauguration, on avait à remorquer un fort train et le mécanicien fut impuissant à arrêter à la gare de Cernay.

C'est ce qui nous sauva, car à la gare de Thann, qui elle aussi était en pente, une locomotive partit toute seule et, sa vitesse s'accroissant de plus en plus, elle brisa les derniers wagons du train d'inauguration *dans lesquels nous aurions dû être*.

Cette erreur de construction obligea de reprendre les voies devant les gares pour les y rendre horizontales, et par conséquent de baisser la voie en amont et de l'élever en aval.

(1) L'altitude de Thann est supérieure de 100 mètres à celle de Mulhouse.

Cela coûta du temps et de l'argent, mais on apprit ainsi qu'un chemin de fer ne doit pas être construit comme une route.

* * *

J'eus l'occasion de voir souvent M. Bazaine, qui était très lié avec mon oncle Valentin Meyer.

Un jour, je rencontrai chez lui son frère, alors capitaine.

Il fut très aimable avec moi et me demanda si j'avais une vocation. Comme je répondis que je n'en avais pas, il me dit : « Savez-vous quoi, mon ami, faites-vous militaire; vous viendrez dans mon régiment et je vous pousserai. »

J'ai souvent pensé à ce que j'aurais pu devenir si j'avais suivi ce conseil.

* * *

Quelques jours après cette inauguration, j'entrai à la pension Dautheville, à Guebwiller.

Il y avait des externes : Adolphe et Jules Schlumberger, Jean-Jacques Bourcart, Camille Weber, Jean Kœchlin, les Fries, les deux Stockhausen; et des internes, presque tous de Mulhouse : Albert Tachard, Henri Bock, Léon et Oscar Kœchlin, Gustave Dollfus, Philippe Marozeau, de Wesserling, Alphonse Noirod, de Vesoul, etc.

M. Dautheville était de Privas; il avait fait des études pour être pasteur, mais il les avait interrompues pour s'occuper de l'instruction de la jeunesse.

Son influence sur nous était extraordinaire.

Pendant les leçons, nous devions croiser les bras derrière le dos, ce qui est très bon pour la respiration.

Nous écoutions avec une telle attention, que nous ouvrions la bouche toute grande sans nous en douter.

Tout ce que M. Dautheville nous a enseigné, nous le savons encore, tandis qu'on peut dire que, de ce qui est venu ensuite, au lycée ou au collège, beaucoup a été oublié.

Le jeudi et le dimanche étaient consacrés aux grandes promenades.

Nous étions divisés en trois sections, chacun de nous choisissant celle qu'il préférait : les botanistes, les entomologistes et les géologues.

Le long du chemin, chacun cherchait à augmenter sa collection, et lorsque l'un de nous trouvait une plante, un insecte ou une pierre lui paraissant avoir de l'intérêt, il le signalait à M. Dautheville, qui nous faisait à ce sujet une petite conférence.

Ces promenades étaient excellentes pour la santé, et je n'ai pas souvenir qu'un camarade soit tombé malade à la suite des pluies ou des neiges que nous affrontions le plus souvent sans parapluies.

Nous pratiquions aussi beaucoup l'éducation physique : gymnastique, natation, exercices militaires.

Le maître de ces sports, nommé Vuillaume, était un ancien sergent de la Garde impériale, qui avait fait les campagnes de Napoléon.

L'un de nous (Henri Bock d'abord, moi ensuite) battait le tambour et nous traversions les rues de Guebwiller comme de vrais soldats.

M. Dautheville composait de petites pièces, se rapportant à un sujet dont on venait de s'occuper, et nous les faisait jouer chaque mois devant un auditoire de parents.

J'ai représenté une fois Jésus-Christ ressuscitant le fils de la veuve de Naïn, et une autre fois le pasteur Oberlin, du Ban-de-la-Roche, d'abord insulté par ses paroissiens, puis leur répondant si bien qu'ils finissent par l'acclamer.

Il paraît que je me suis assez bien tiré de mes deux rôles ; de fait, on me trouva une vocation marquée pour la carrière pastorale et je crus moi-même que c'était ma voie.

Ma mère, qui était très pieuse, accepta avec joie cette idée et déjà on se demandait où je ferais mes études théologiques.

* * *

Mais, en septembre 1842, mon père vint à mourir, laissant à ma mère le soin d'élever trois fils, de douze, neuf et trois ans.

On n'était pas, alors, payé comme aujourd'hui.

En dehors du logement et du chauffage, mon père ne touchait que trois mille francs par an, de sorte qu'au moment de sa mort il n'avait pu économiser que vingt mille francs.

C'est tout ce que ma pauvre mère recueillit pour vivre et pour élever trois fils.

Elle fut aidée par ses sœurs ; mais elle voulut gagner elle-même le plus qu'elle pourrait et elle prit la direction d'une salle d'asile de Mulhouse.

Mes frères et moi, nous n'eûmes jamais d'habits faits pour nous ; nous finissions ceux de cousins ayant grandi.

Il va de soi que je dus abandonner le projet de devenir pasteur, en raison de la longueur des études et du peu de rétribution de ces fonctions.

On décida que je ferais de la chimie industrielle, et MM. Dollfus-Mieg & C^{ie} promirent de m'admettre dans leur usine.

* * *

En 1843, à Pâques, je quittai la pension Dautheville pour entrer au collège de Mulhouse, où je restai jusqu'en août 1846.

J'allais entrer dans les ateliers Dollfus-Mieg, lorsque,

dinant chez son oncle André Kœchlin, celui-ci dit à ma mère : « J'ai parlé, ce matin, au bureau, de ton fils Auguste, et j'ai proposé à ces messieurs de le prendre chez nous; mais on m'a répondu qu'il voulait devenir chimiste. »

En rentrant, ma mère me raconta ce propos et je lui répondis : « La construction des machines me plairait beaucoup plus que la chimie. »

Et, deux jours après, j'étais dans les ateliers de construction André Kœchlin & C^{ie}, qui s'appellent aujourd'hui Société alsacienne de Constructions mécaniques.

D'abord, je passai six mois à la fonderie en travaillant tout comme un ouvrier mouleur; ensuite je m'occupai à la menuiserie, au tour, à l'étau, à la forge.

Je restai ainsi trois ans à me familiariser avec les différents ateliers dont l'ensemble constitue la construction mécanique. Pendant ce temps, je prenais, le soir, des leçons de mathématiques supérieures, de sorte qu'au bout de ces trois ans, je pus entrer dans les bureaux de dessin et y travailler utilement. Puis on me chargea de diriger la construction de machines simples de filature et de tissage et, en peu de temps, je fus bien au courant.

Alors se produisit un petit incident qui a eu une grande influence sur ma vie, une influence très heureuse.

Un dimanche, j'étais allé à Thann et je me trouvai seul dans un compartiment avec un monsieur que je connaissais de vue, M. Hartmann Liebach, industriel à Thann.

Il me parla, m'interrogea sur ce que je faisais, sur mes projets d'avenir, et me dit :

« Jeune homme, rappelez-vous bien ce que je vais vous dire : si, un jour, vous faites de l'industrie pour votre compte, cherchez à livrer un produit supérieur comme qualité à ce que feront vos concurrents. Cherchez cela avec

toute votre persévérance et sans vous occuper de ce que votre produit vous coûtera.

« Lorsqu'il sera admis sans conteste que votre produit est meilleur que celui de vos concurrents, alors, *mais alors seulement*, vous ferez votre prix de revient et vous chercherez à réduire le coût *sans diminuer la qualité*. »

M. Hartmann me disait cela avec tant de conviction, que j'en fus frappé et que je conservai dans ma mémoire ce conseil, tout en étant bien certain que jamais je n'aurais à l'appliquer, car il ne me paraissait pas probable que je serais jamais patron.

Lors de la proclamation de la République, en 1848, il se produisit dans l'industrie une forte crise; on diminua les heures de travail, de sorte qu'avec mon collègue Charles Bohn, je pus, tous les matins de six à huit et tous les soirs de cinq à sept heures, travailler pour mon compte et augmenter mon bagage en mécanique.

PREMIÈRES SORTIES

En 1850, je fus pour la première fois envoyé au loin.

Il s'agissait de monter et de mettre en marche, à Augsbourg, des machines de filature de laine d'un nouveau système que nous construisions.

Le voyage était alors plus compliqué qu'aujourd'hui.

J'allai en chemin de fer jusqu'à Carlsruhe. Là, j'entrai, le soir, dans un omnibus allant à Stuttgart et mettant, je crois, de quinze à vingt heures pour le trajet. Il y avait dans l'omnibus une horrible odeur de fromage, ce qui m'engagea à risquer mon premier mot de bon allemand : « *Es schmeckt (sic) nicht gut hier* (Cela ne sent pas bon ici). »

J'entendis aussitôt, à l'autre bout de l'omnibus, une voix me disant en français : « Monsieur, vous êtes Alsacien ! »

Je fis mon possible pour arriver à me placer à côté de ce brave monsieur qui voulait bien me parler en français, et j'y réussis. Il y avait tant de cahots, qu'il n'était pas possible de dormir ; aussi passâmes-nous toute la nuit à causer.

Mon compagnon était extrêmement intéressant ; il me parlait de Victor Hugo, de Lamartine, comme d'amis avec lesquels il avait de fréquents rapports, et j'étais très désireux de savoir qui il était.

Au petit jour il y avait un relai pour le petit déjeuner.

Tout le monde descendit, et mon voisin et moi nous demandâmes une chambre pour faire notre toilette.

A cette époque, on voyageait toujours avec un carton à chapeau contenant les objets de toilette les plus indispensables ; sur nos étuis il y avait notre carte.

Arrivé dans notre chambre, je m'approchai du colis de mon compagnon pour lire son nom, et je m'écriai : « Comment, vous êtes M. Gustave Schwab ! »

Il faut dire que, lorsque j'étudiais le grec au collège, je m'étais procuré une traduction allemande des auteurs grecs par Gustave Schwab et elle me facilitait beaucoup mes traductions, car, au lieu de traduire du grec, je traduais illicitement de l'allemand. Je connaissais donc Gustave Schwab, ce coryphée du romantisme allemand, comme on connaît Noël et Chapsal, Meissas et Michelot, etc., etc.

En même temps que j'avais cherché à voir le nom de mon compagnon, il avait regardé ma carte et il me dit : « Comment, vous vous appelez Lalance ! »

Il me raconta alors avoir fait ses études avec un de mes oncles, frère de mon père, et avoir beaucoup connu à Stutt-

gart le général Lalance, ancien officier de l'Empire, qui, ayant épousé une Wurtembergeoise, n'avait pas voulu, en 1815, rentrer en France.

C'était un cousin de mon grand-père.

M. Schwab m'engagea beaucoup à aller le voir à mon retour d'Augsbourg.

* * *

Je le quittai à Stuttgart pour prendre le chemin de fer jusqu'à Ulm, et là je trouvai une vieille diligence qui me conduisit à Augsbourg, où je descendis aux « Drei Mohren », le principal et le plus ancien hôtel de la ville. Du temps de Charles-Quint il était la demeure du célèbre financier Fugger, qui avait prêté une grosse somme à l'Empereur.

Un jour, Fugger apprit que Charles-Quint, ne pouvant le rembourser, avait décidé de le faire assassiner et qu'il était en route pour arriver à Augsbourg.

C'était en hiver.

Préférant la vie à son argent, Fugger réunit un certain nombre de cavaliers et alla au-devant de l'Empereur.

Il se jeta aux pieds de Charles-Quint et lui demanda comme une grande faveur de descendre chez lui à son arrivée à Augsbourg.

L'Empereur accepta.

On le fit entrer dans une grande et belle chambre avec une grande cheminée, mais sans feu.

Charles-Quint se plaignit du froid. Alors Fugger lui dit : « Je vais réchauffer Votre Majesté. » Et il alluma le feu avec les quittances de l'Empereur.

C'est ainsi qu'il sauva sa vie.

Ce banquier Fugger a doté Augsbourg d'un quartier complet, entouré de murs et de ponts-levis qu'on lève, la

nuit, et qui renferme plusieurs centaines de logements où la ville donne asile à des malheureux. Il est très intéressant à visiter.

Dans cette même chambre historique, il s'est passé un autre événement que beaucoup ignorent.

Lorsque Marie-Antoinette dut épouser le Dauphin qui fut plus tard Louis XVI, il fut convenu qu'une ambassade la conduirait de Vienne à Augsbourg, où elle serait remise officiellement à des représentants de Louis XV.

Le palais de Fugger était déjà transformé en hôtel, et c'est dans la chambre même où logea Charles-Quint que se fit la cérémonie.

Devant les prêtres et les hommes de loi, on célébra un mariage par procuration, après lequel Marie-Antoinette entra dans le lit tout habillée.

Le gentilhomme représentant le Dauphin mit sa jambe dans le même lit, et des notaires rédigèrent un acte déclarant que le mariage avait été consommé.

A dater de cet instant, Marie-Antoinette était princesse française. Avant de partir pour Paris elle adressa ses remerciements à l'hôtelier et lui demanda quel plaisir elle pourrait lui faire.

L'hôtelier sollicita le droit de mettre sur sa façade les trois fleurs de lys, symbole de la royauté en France.

Je les y ai revues en 1860 et peut-être y sont-elles encore aujourd'hui.

* * *

J'étais depuis quelques jours dans cet hôtel, quand j'y reçus la visite d'un capitaine de cheveu-légers bavarois qui, dans un très bon français, me dit : « Je suis chargé par le prince Louis de vous inviter à aller à la chasse avec lui dimanche prochain. »

Voyant mon étonnement, il ajouta : « Le Prince aime beaucoup la langue française, mais il a très peu d'occasions de la parler et, ayant appris qu'un Français était arrivé, il a manifesté le désir de le voir. »

Je m'empressai d'accepter, et plusieurs dimanches de suite un break s'arrêta devant l'hôtel.

L'intérieur était occupé par cinq ou six officiers, et j'étais assis sur le siège à côté du Prince qui conduisait et qui, très gentiment, me pria plus d'une fois de lui raconter des histoires drôles sans avoir peur de le choquer.

Ce prince Louis était le frère de l'impératrice d'Autriche, épouse de l'Empereur actuel, François-Joseph.

Les temps sont bien changés, et les princes n'accueillent plus ainsi les voyageurs étrangers.

A cette époque, il y avait en Allemagne un grand mouvement en faveur de l'unification des monnaies et du régime douanier. La création des chemins de fer a été l'occasion de développer ce mouvement qui était le début de l'unification politique.

Il m'est arrivé, à plusieurs reprises depuis lors, de descendre à l'hôtel des Trois-Maures et, quand elle était libre, j'ai toujours occupé la chambre de Charles-Quint et de Marie-Antoinette.

* * *

Lorsque mes travaux furent terminés, je quittai Augsbourg pour rentrer à Mulhouse.

J'entrai dans le bureau de poste où j'avais à prendre mon billet d'omnibus pour Ulm, car le chemin de fer n'était pas encore achevé.

Je tenais à la main mes petits colis et j'avais une casquette sur la tête.

Un employé en uniforme, du plus loin qu'il m'aperçut, me cria : « *Ziehen Sie die Mütze ab!* (Otez votre casquette!) »

Je lui répondis : « Attendez donc que j'aie pu déposer mes bagages », et je continuai à me diriger vers son bureau.

Cet homme se mit en colère et me cria que je ne partirais pas.

Je commençais à me demander si je ne serais pas obligé, pour avoir mon billet, de présenter des excuses à ce malotru, mais, en attendant, je conservais ma casquette sur la tête.

A ce moment la porte s'ouvrit et un beau domestique en livrée entra, s'avança humblement vers moi et me remit une lettre en m'appelant *Euer Gnaden* (Votre Grâce).

L'effet sur l'employé fut foudroyant. Il s'avança humblement vers moi et me dit : « *Wo will Euer Gnaden hin?* (Où veut aller votre Grâce?) »

Je répondis, en enfonçant encore plus ma casquette : « *Nach Ulm, schnell!* (A Ulm, vite!) »

Et je fus servi avec force courbettes.

Il me semble bien que cette servilité devant les grands, jointe à la dureté pour les humbles, n'existe plus au même degré en Allemagne; mais à cette époque c'était révoltant.

* * *

L'année suivante, je fus envoyé à Tenay, au bord du Rhône, non loin de Bellegarde, pour y monter et mettre en marche les mêmes machines de filature de laine.

J'y passai trois mois, et je conserve le meilleur souvenir des amabilités de M. Warnery, le chef de cette maison.

J'allai en diligence jusque près de Tenay, en passant par Bourg-en-Bresse, où nous dînâmes.

J'eus le temps d'aller rapidement visiter la ville, admirer ses églises et les chapeaux des jolies Bressanes.

Je traversais un marché aux fruits, quand je vis arriver un gentilhomme de l'autre siècle, avec la culotte courte, l'habit à la française et une queue, tout cela rapé.

Il s'approcha de l'étalage, sentit plusieurs melons et, en trouvant un à son gré, il demanda le prix.

« — Deux sous.

« — Mais vous savez bien, Madame, que je ne puis payer qu'un sou.

« — Je regrette, Monsieur, mais je ne puis donner ce melon-là pour un sou. »

Le monsieur partit en soupirant, et je m'empressai de donner deux sous et d'emporter le melon, que je mangeai, dans la diligence, avec mes compagnons de route.

Tous déclarèrent qu'ils n'avaient jamais mangé de si bon melon.

Les prix ont changé depuis lors.

* * *

Pendant mon séjour à Tenay, j'avais entendu parler d'un établissement très curieux situé non loin de là.

MM. Bonnet, grands fabricants de soieries, avaient installé un moulinage et un retordage d'un type nouveau.

Ils achetaient dans le Midi ou en Italie les cocons, et ils s'étaient aperçus que dans la transformation en écheveaux il se produisait un déchet important.

En effet, la soie grège coûte très cher, et la plus petite quantité dérobée chaque jour par les ouvrières représente, à la fin de l'année, une somme importante. Il est pratiquement impossible d'empêcher ces larcins quand les ouvrières rentrent tous les soirs chez elles.

Ces industriels ont eu alors une idée géniale.

Ils ont construit dans la campagne des ateliers de dévi-

dage, moulinage et retordage, une grande maison d'habitation, avec de charmants jardins, diverses récréations, le tout entouré de hauts murs percés d'une entrée barricadée et bien gardée.

MM. Bonnet étaient très pieux. Ils étaient en relations avec les curés du midi de la France et ceux-ci leur envoyaient de jolies filles de quinze ans.

En entrant dans l'usine, elles signaient un contrat, approuvé par leurs parents, par lequel elles s'engageaient à rester *six ans* dans l'établissement sans en sortir une seule fois et sans être payées.

Elles sont pendant ce temps logées, nourries, habillées, et soignées en cas de maladie.

Après six ans, c'est-à-dire à leur majorité, elles touchent une somme qui, je crois me le rappeler, est de six mille francs; elles rentrent chez elles et elles trouvent un mari.

Ces fabricants m'ont affirmé qu'ils étaient très contents de cette combinaison, parce qu'elle rend le vol impossible.

* * *

Lorsque j'eus terminé mon travail à Tenay, je fus envoyé à Vienne, en Dauphiné, pour monter et mettre en marche une turbine hydraulique.

Lyon était la première grande ville que je voyais; elle excita en moi une vive admiration, et le parcours en bateau à vapeur de Lyon à Vienne m'enchanta.

La ville de Vienne est joliment située au bord du Rhône et remonte le long d'un vallon. Chez les coiffeurs, c'étaient de jolies jeunes filles qui rasaient la clientèle; aussi, les jeunes gens comme moi allaient-ils se faire raser tous les jours, et souvent deux fois.

Vienne a une industrie spéciale. Elle travaille des laines

de basse qualité ou de vieux vêtements, en drap ou en laine peignée, qui sont déchiquetés, cardés, filés et tissés pour permettre d'en faire de nouveaux habits.

Il y a de nombreux établissements, petits ou moyens.

Tous sont échelonnés dans le vallon le long du torrent, dont le cours est très rapide. Jusqu'alors, la force était transmise par de grandes roues hydrauliques de dix mètres de diamètre et plus.

Un des fabricants, M. Contamin, avait commandé une turbine pour remplacer sa roue qui avait vieilli.

Je m'acquittai de mon mieux de ma mission, qui consistait à surveiller le travail des maçons et à mettre en place les pièces de ma turbine.

Or, les ouvriers, les contremaîtres, le directeur, comparant la grandeur de la vieille roue hydraulique avec la petite roue de la turbine, se disaient : « Jamais cette petite machine ne pourra faire tourner toute la fabrique. »

Et cette idée se répandait. Les voisins venaient voir et chuchotaient. Moi-même j'eus quelques doutes.

Enfin, lorsque tout fut en place, je fis entrer l'eau en petite quantité et mis en mouvement ma turbine, tout lentement.

Je priai le directeur de mettre en marche les machines l'une après l'autre, et, chaque fois qu'une nouvelle machine venait s'ajouter aux précédentes, j'ouvrais un peu plus mon robinet d'eau. A un moment donné on vint me dire que toutes les machines marchaient, *mais beaucoup trop lentement*. On ajoutait : « Votre turbine est trop petite, certainement nous ne pourrons la garder. »

Je m'assurai qu'à ce moment je n'employais même pas la moitié de la force disponible et j'ouvris mon robinet tout

grand, ce qui donna à la turbine près du double de sa vitesse normale.

Cela fit un bruit épouvantable dans les salles de machines. J'entendais des voix effrayées qui clamaient à distance : « Arrêtez ! arrêtez ! tout va casser ! »

Le directeur se précipita vers moi en me criant de loin : « Je vous fais mes excuses, mais je vous en supplie, arrêtez, vous allez tout démolir ! »

Le père Contamin, qu'on était allé chercher, me dit :

« Vous m'avez fait pour plusieurs milliers de francs de dégâts, mais cela m'est égal, car je vois qu'avec votre turbine je vais pouvoir doubler mon usine. »

Depuis lors, il est probable que toutes les vieilles roues hydrauliques de l'endroit ont été remplacées par des turbines.

* * *

Je passai les années 1852 et 1853 dans les ateliers de Mulhouse ou dans les environs, pour des montages.

En 1854 je fus envoyé à Dusseldorf, pour aider M. Émile Hubner à installer la première filature de laine peignée existant en Prusse.

J'ai conservé de ce séjour le meilleur souvenir.

Dusseldorf était alors une ville d'artistes d'une vie extrêmement agréable et n'ayant pas de fabriques.

Les habitants avaient conservé une bonne impression de la domination française et les Français étaient accueillis à bras ouverts.

Je fus introduit dans un cercle de jeunes officiers prussiens qui prétendaient connaître les projets de l'État-major de Berlin.

Chacun sait qu'à cette époque l'Allemagne était divisée

en nombreux États indépendants, n'ayant d'autre lien entre eux que la Confédération, et que tous les patriotes visaient à l'unité.

Ces officiers ont affirmé devant moi, c'est-à-dire dès 1854, que le Gouvernement de Berlin était décidé à avoir trois guerres qu'il trouvait nécessaires pour faire l'unité de l'Allemagne.

La première guerre devait se faire contre l'Autriche, pour la rejeter hors de la Confédération germanique.

La seconde avait pour but de battre la France, « l'ennemie héréditaire », et de donner aux vainqueurs un prestige leur assurant la domination sur toute l'Allemagne.

Enfin, la troisième guerre devait écraser la Russie et la rejeter pour longtemps en Asie.

En 1866 et en 1870 j'ai pensé souvent à ces propos, qu'en 1854 je prenais pour de simples fanfaronnades.

Dusseldorf a beaucoup grandi depuis lors.

Notre filature de laine avait été construite à un kilomètre au delà de la barrière. Elle s'est trouvée plus tard au centre de la ville, et le prix du terrain s'était tellement accru, que les propriétaires ont trouvé de leur intérêt de la démolir pour la reconstruire quelques kilomètres plus loin.

L'EXPOSITION DE 1855

En janvier 1855 je rentrai à Mulhouse ; mais je dus bientôt partir pour Paris, où s'organisait la première exposition universelle et où la maison André Kœchlin avait décidé d'exposer largement.

On me nomma représentant de la Maison pour toute la durée de l'Exposition. J'avais trois ou quatre mécaniciens

sous mes ordres, et, une fois l'Exposition ouverte, je devais y passer mes journées.

J'avais, entre autres, une machine à imprimer les étoffes avec un moteur indépendant et, une fois par semaine, j'imprimais quelques pièces avec du bleu d'outremer que me vendait une fabrique de Puteaux.

Lorsque la reine Victoria vint à Paris pour voir l'Exposition, le général Poncelet, qui avait la direction supérieure de la galerie des machines, vint me dire que le prince Albert allait la visiter dans une heure, et il me pria de faire marcher devant lui ma machine à imprimer.

Je lui répondis : « Mais, mon Général, ce n'est pas le jour où j'imprime, et je n'ai pas le temps de faire venir ma couleur de Puteaux ! » Il me quitta en me disant : « Arrangez-vous comme vous voudrez ; je désire vivement que votre machine marche. Sachez vous débrouiller, sapristi ! »

Que faire ? J'appelai mes hommes et leur fis coudre l'une à l'autre et enrrouler les pièces *imprimées* qui étaient là et je les passai dans ma machine, bien entendu sans couleur.

Au moment où le prince Albert arriva, d'un mouvement brusque je fis partir ma machine à une vitesse folle.

Le prince Albert s'arrêta et s'écria devant moi : « Jamais en Angleterre je n'ai vu marcher si vite une machine à imprimer les étoffes ! »

Et il restait à regarder, et je voyais mon rouleau diminuer, et il allait sortir du calicot blanc, lorsque le Prince salua et partit.

Je pus arrêter ma machine avant la catastrophe, et, quelques heures après, le général vint me féliciter, en me disant que le prince Albert avait parlé de notre machine comme d'une des choses qui l'avaient le plus intéressé.

* * *

J'eus, un jour, pour cette même machine, une visite inattendue.

J'avais mis mes habits de travail.

La machine imprimait, cette fois, avec de la vraie couleur et, parmi les personnes qui regardaient, je vis tout à coup l'impératrice Eugénie.

Je m'avançai vers elle et lui proposai d'entrer dans notre enclos. Elle accepta, écouta avec intérêt mes explications et eut beaucoup de plaisir à voir l'étoffe entrer blanche dans la machine et en sortir colorée.

Elle était alors dans tout l'éclat de sa beauté et je cherchai à prolonger l'entretien le plus possible.

En partant, elle avait compris qu'elle ne pouvait pas me donner la pièce, et elle me dit tout gentiment : « Monsieur, j'ai été très intéressée par vos explications; si jamais vous avez quelque chose à demander à l'Empereur, veuillez vous adresser à moi et j'appuierai votre requête. »

* * *

Il y avait toutes sortes de gens parmi les visiteurs de l'Exposition.

Je vis, un jour, passer un gentilhomme campagnard qui devait bien avoir soixante ans et dont le costume était du pur dix-huitième siècle.

Il était stupéfait de tout ce qu'il voyait et souvent il parlait tout seul.

Je le suivis et écoutai ses questions et ses observations.

« — Qu'est-ce que c'est que cette machine, Monsieur?

« — C'est une machine à boucher les bouteilles. »

Et son étonnement allait en croissant.

Il y avait à cette exposition les premières machines à coudre et des jeunes filles les faisaient marcher, ce qui intéressait beaucoup le public.

L'étonnement de mon provincial fut à son comble lorsque la demoiselle lui dit qu'elle cousait à la machine.

Il ne put s'empêcher de s'écrier : « Comment ! vous cousez à la machine ? Je viens de voir boucher les bouteilles à la machine ; je vais sans doute trouver une machine à faire les enfants à la mécanique. »

Puis, se grattant l'oreille, il ajouta : « C'est égal, j'aime mieux l'ancien système ! »

On comprendra sans peine son succès auprès des gens qui l'entouraient et l'embarras de la petite couturière.

* * *

Un jour, j'étais à mon bureau au milieu de mes machines, quand un monsieur se présenta en me disant : « Je suis le ministre des Finances du Portugal. Nous avons, jusqu'ici, pour nos chemins de fer, commandé nos machines en Angleterre et nous avons été très mal servis. Cette locomotive est-elle à vous et pouvez-vous me faire des offres ? »

Il est facile de se figurer mon émotion ; je voyais des millions pour ma Maison et un grand honneur pour moi.

Après avoir raconté à mon visiteur tout ce que je pensais pouvoir être utile pour lui donner confiance, je le conduisis chez mon oncle André Kœchlin, auquel j'expliquai qui il était et ce qu'il demandait.

A ma grande déception, mon oncle ouvrit un carnet, énuméra les locomotives en ouvrage et déclara que la Maison avait plus de commandes qu'elle n'en pouvait exécuter.

Je fus désolé, et les patrons de Mulhouse, que je prévins,

regrettèrent vivement de n'avoir pas pu entrer en relations avec un pays où ils n'avaient jamais fait aucune affaire.

* * *

Il y avait dans cette galerie beaucoup de machines anglaises exposées par les plus célèbres constructeurs, et notamment pour la filature; elles étaient très supérieures à ce que nous faisons alors.

Comme plusieurs représentants anglais ne savaient pas le français et que je savais l'anglais, ils venaient à mon bureau, me demandant des traductions.

Ils m'engageaient beaucoup à aller en Angleterre, en m'affirmant que j'y trouverais une situation bien supérieure à celle que j'occupais.

D'autre part, quand je rentrai à Mulhouse après un an d'absence, mes affaires étaient en d'autres mains et je me trouvai pendant plusieurs jours sans aucun travail.

Je donnai ma démission et, malgré tout ce que mes patrons me dirent, je partis pour Manchester, persuadé que j'allais y trouver la fortune.

Je fus déçu; les personnes auxquelles j'avais rendu des services à Paris firent semblant de ne pas me reconnaître, et j'eus beau me démener, il me fut impossible de trouver la plus modeste situation chez les constructeurs.

* * *

A cette époque, les fabricants de machines anglaises exigeaient le paiement total de leurs fournitures avant le départ d'Angleterre des machines vendues sur le continent.

Il s'était donc créé des intermédiaires garantissant aux constructeurs le paiement de leurs fournitures et faisant crédit aux destinataires jusqu'à bonne réception.

Ces intermédiaires connaissaient très peu les machines.

Je pensai donc qu'une semblable entreprise, appuyée sur un bureau technique très au courant, pourrait facilement lutter contre ces commissionnaires ignorants, et je m'entendis avec MM. Léo et Jametel, l'un Allemand, l'autre Français, qui avaient une maison à Manchester et une autre à Paris, et faisaient l'exportation des aciers anglais.

Nous installâmes à Manchester, Brazenose street, un bureau de dessin très complet, et, après m'être procuré les dessins des machines les plus parfaites ainsi que les prix demandés par les constructeurs, je partis pour le continent.

Le jour du départ, je traversai un de ces horribles brouillards anglais avec pluies de suie noire dans des rues où, à midi, tous les becs de gaz sont allumés.

J'aperçus tout à coup dans mon mouchoir quelques gouttes de sang et je me demandai si je n'étais pas tuberculeux.

Je réfléchis à cette situation pendant mon voyage et, voulant connaître la vérité, je me décidai à contracter une forte assurance sur la vie.

Arrivé à Paris, j'allai au Gresham et demandai à souscrire une police de cent mille francs en cas de mort.

On m'adressa au Dr Gros, de Wesserling, médecin de la Compagnie, avec un bulletin sur lequel était écrit *maximum*.

Il m'examina à fond, me fit déshabiller entièrement et explora, on peut dire à la loupe, toutes les parties de mon corps; puis il remplit la feuille d'examen de *très bien, parfait*.

Ma première pensée fut de ne pas souscrire ma police; mais je me dis que, dans mes voyages, je pourrais être tué par accident et que, dans ce cas, cent mille francs seraient bien utiles à ma mère et à mes frères.

Je signai donc ma police en m'engageant à payer *deux mille six cents francs* par an. Voilà cinquante-sept ans que cela dure; j'ai payé beaucoup plus que ce que recevront de ce fait mes héritiers, mais je ne regrette pas ma détermination et je recommande à tous les jeunes gens sans fortune d'en faire autant.

EN ALLEMAGNE, EN AUTRICHE ET EN ITALIE

Mon arrangement avec MM. Léo et Jametel stipulait que les frais de voyage seraient à ma charge et que je toucherais la moitié des bénéfices que nous réaliserions.

Je parcourus l'Alsace et une partie du reste de la France sans obtenir une seule commande.

Ce fut pour moi une période de grandes privations et de grands soucis.

A Gand, en Belgique, j'enlevai ma première commande, une toute petite machine-outil.

Je calculai que ma part de bénéfices serait de cinq francs, et, rentré à l'hôtel, je demandai pour mon dîner une bouteille de champagne de cinq francs, que je bus solitairement.

J'ai toujours eu de la peine à comprendre le mobile qui me faisait faire cette dépense, car c'est l'unique fois de ma vie que je me suis offert du vin fin pour moi tout seul.

Mais la mauvaise chance était vaincue. Les commandes vinrent à Bruxelles, à Liège, puis à Berlin et à Vienne.

* * *

En quittant Berlin, j'étais allé à Danzig pour voir les constructeurs de navires et étais descendu dans un hôtel.

A peine dans ma chambre, on frappa à ma porte; un

homme âgé entra, et, dans le français le plus pur, se mit à mon service. Je l'interrogeai et il me raconta son histoire.

En 1813, il était sous-officier à Vittoria, en Espagne, dans un régiment de cavalerie faisant partie du corps d'armée du général Rapp, et c'est lui qui fut chargé d'aller porter le rapport au général, qui était gouverneur de Danzig.

Il ne s'arrêta pas en route. Aux relais, deux hommes le soulevaient avec sa selle et le mettaient sur un autre cheval.

Arrivé à Danzig, il apprit que Rapp était à Moscou. Comme il devait remettre son rapport en mains propres, il partit immédiatement pour Moscou, où il arriva au moment où Napoléon avait décidé la retraite.

Le général Rapp, après l'avoir remercié, lui dit : « Mon garçon, vous avez fait un tour de force montrant que vous êtes un parfait cavalier. Vous allez repartir tout de suite pour Danzig pour porter mes ordres. »

Et il partit sans avoir passé une heure dans un lit ou même sur une chaise.

Il portait l'ordre à la garnison de s'apprêter à défendre la ville.

Peu après, Rapp arriva lui-même, au moment où l'armée prussienne assiégeait Danzig.

Dans une sortie, ce brave sous-officier fut blessé et, lors de l'évacuation, il était encore à l'hôpital, où une jeune fille le soignait avec grand dévouement. Il l'épousa et en eut quatre fils.

Voilà un exemple des tours de force que Napoléon obtenait de ses soldats.

* * *

A Vienne, où une société française, dirigée par M. Maniel, inspecteur général des Ponts et Chaussées, détenait

la concession des principales lignes de chemin de fer, j'eus, entre autres, à fournir et à mettre en service tout l'atelier de réparations du chemin de fer du Banat, sur la frontière de Turquie.

On me prévint que le vin, là-bas, était presque pour rien et qu'il fallait, pour le montage, choisir un ouvrier très sobre.

Je recommandai donc d'envoyer un « teatottler » (buveur de thé) et l'installai là-bas.

Six mois après, l'hiver était venu, le montage était terminé et je donnai rendez-vous à Vienne à mon monteur.

Quand j'arrivai à la Direction, on me dit : « Votre ouvrier est depuis hier à la maison des aliénés. Il est arrivé à l'hôtel et a demandé une chambre bien chauffée, puis tout à coup il est devenu furieux et a battu les garçons, de sorte que la police est arrivée avec un médecin qui a déclaré l'homme fou. »

J'eus beaucoup de peine à faire relâcher ce malheureux.

Il m'expliqua que, pendant son voyage, il avait beaucoup souffert du froid, n'ayant que ses habits de toile comme les portent les ouvriers anglais, et que, pour se réchauffer, il prenait de l'alcool à chaque buffet.

Une fois arrivé à Vienne dans une chambre chaude, il se produisit naturellement un transport au cerveau qui passa pour de la folie.

Ayant besoin d'un bon ouvrier à Vienne, je voulus garder cet homme, mais il en avait assez du pays et partit par le premier train.

* * *

A Vérone, je trouvai une autre société française qui construisait les chemins de fer lombards-vénitiens.

J'y obtins de belles commandes de machines.

On me commanda entre autres un pont roulant pour décharger, à Venise, les locomotives qui arrivaient par bateau, et une voie pour les amener à la gare.

Je passai donc quelque temps à Venise, où je vis, devant le palais des Doges, les canons autrichiens braqués sur la place Saint-Marc. Ils étaient chargés et un artilleur était à côté, tenant une mèche allumée à la main.

C'était lugubre, et j'eus l'impression d'un pays civilisé opprimé par des sauvages.

EN RUSSIE

Vers la fin de 1857, la grande Société des Chemins de fer russes, créée avec des capitaux français et dirigée par des ingénieurs français, nous commanda quarante locomotives à livrer à Saint-Petersbourg sur la voie du chemin de fer et payables après un parcours de quelques centaines de kilomètres.

C'était une grosse entreprise, et il fut convenu que j'irais habiter Saint-Petersbourg.

J'y arrivai au mois de mars 1858 avec mon associé Jametel, qui y resta quelque temps seulement.

Jusqu'à Kœnigsberg, nous avions le chemin de fer, mais là il fallait prendre la malle-poste.

Ayant quelques heures devant nous, nous allâmes dîner dans un hôtel.

A peine entrés, nous entendons pérorer un commis voyageur français et nous nous trouvons, à table, placés vis-à-vis de lui.

Naturellement, nous causâmes en anglais, et nous pûmes constater à quel point peut atteindre la bêtise humaine.

Ce commis voyageur était assis entre deux Allemands, dont un professeur sachant assez bien le français.

Après s'être vanté de tout, le commis voyageur en arriva à dire : « Elle est stupide, votre langue allemande. Quand, en français, on veut affirmer, on dit *oui* ; lorsqu'on veut nier, on dit *non*, et tout le monde comprend, tandis que lorsqu'on entend vos mots *ya* et *nein*, personne ne sait lequel est l'affirmation et lequel la négation. »

C'était idiot ; mais le professeur, subjugué par l'assurance de cet imbécile, répondit : « C'est vrai, nous avons une langue difficile à comprendre. » Et, ce qui est plus fort, il en était persuadé.

Je n'aurais jamais cru que même avec beaucoup d'aplomb on pouvait faire passer des stupidités pareilles.

* * *

Jusqu'à Pétersbourg, nous mîmes trois jours et trois nuits par la malle-poste. Nous étions dans un compartiment de deux places avec bouillotte chauffée.

Il faisait très froid, et, pour voir quelque chose, il fallait gratter le givre des fenêtres.

Un matin, nous traversions un village, quand je vis une dizaine de personnes, hommes, femmes et enfants, se rouler tout nus dans la neige.

Il y avait au moins dix degrés au-dessous de zéro.

Ce n'est qu'à Pétersbourg que je pus avoir l'explication de ce spectacle bizarre.

Les Russes de la classe du peuple se lavent très peu, mais ils se baignent beaucoup.

Dans les campagnes, où il n'y a pas de bain public, une

fois par semaine on chauffe à blanc le poêle d'une des chambres et toute la famille s'y déshabille.

Lorsque la sueur ruisselle le long du corps, on va à la fontaine faire couler de l'eau froide sur la peau.

En hiver on se roule dans la neige.

Puis on rentre dans la chambre, on ouvre la fenêtre et on se rhabille.

On est bien nettoyé, mais, comme on remet les habits qu'on vient de quitter, on retrouve ses puces et ses poux.

* * *

A Saint-Pétersbourg, j'eus, dès mon arrivée, une mauvaise impression.

Ma pelisse me fut volée dans l'antichambre de la pension où j'étais descendu. Ayant vu qu'il y avait à côté un bureau de police, j'y allai faire ma déclaration.

Le lendemain, on me convoqua à ce bureau. On me montra une fourrure malpropre, sans aucune valeur, et on me demanda si c'était la mienne. Je dus écrire dans un registre qu'on m'avait fait voir une fourrure.

Tout cela me prit une heure.

Et cette comédie recommença quotidiennement, si bien que je finis par donner dix roubles au commissaire pour qu'il me laisse tranquille.

* * *

En dehors du personnel du chemin de fer, je trouvai un grand nombre de Français à Saint-Pétersbourg.

Les hommes supportaient assez bien le climat, mais beaucoup de femmes constataient un ralentissement successif de leur pouls, jusqu'au jour où il devenait manifestement dangereux de rester plus longtemps et où elles repartaient pour la France.

Pétersbourg est une ville intéressante à habiter; il y a de beaux quartiers; la Néva est un fleuve majestueux et, sur sa rive droite, il y a des promenades qui s'étendent à perte de vue le long de la mer.

C'est le lieu où vont flaner les gens aisés, particulièrement en été.

Nous y allions quelquefois et y retrouvions les jeunes attachés de l'ambassade de France.

Un soir, je m'y promenais avec le fils du duc de Montebello, notre ambassadeur, quand nous rencontrâmes Bismarck, alors ambassadeur de Prusse.

Il nous arrêta et dit à mon compagnon : « J'ai terminé, ce matin, une affaire bien curieuse. Il y a quelques mois, un ouvrier allemand passait sur une route de Russie, son sac sur le dos. Il croisa un convoi de prisonniers allant en Sibérie. On traversait un petit bois, lorsqu'un de ces hommes parvint à sortir de la chaîne et s'élança dans la forêt.

« Les soldats se mirent à ses trousses.

« L'ouvrier s'arrêta pour voir la chasse, mais le prisonnier parvint à s'échapper et les soldats revinrent sans lui.

« D'après la loi russe, lorsque des gardiens laissent échapper un prisonnier, l'un d'eux doit prendre sa place à la chaîne. Comme aucun des soldats n'était disposé à se dévouer, ils eurent l'idée de prendre l'Allemand. Ils l'enchaînèrent malgré lui, et en route pour la Sibérie! Arrivé là-bas, cet homme m'écrivit pour me raconter tout cela. Je fis immédiatement des démarches, et il est arrivé ce matin à l'ambassade. Je lui proposai de lui trouver une place, mais il ne voulut pas rester un jour de plus en Russie. Je viens donc de le renvoyer en Allemagne par un bateau qui quitte Cronstadt ce soir. »

En écoutant cette curieuse histoire, j'étais loin de penser que l'homme qui la racontait jouerait, quelques années après, un rôle si funeste pour les Alsaciens.

* * *

A Saint-Pétersbourg, il y a sur la place principale, en face de la Néva, un magnifique monument équestre représentant Pierre le Grand.

On raconte que la grande Catherine, qui avait commandé ce beau groupe, fut embarrassée lorsqu'on lui demanda quelle inscription elle voulait y mettre.

Elle s'adressa aux ministres, aux savants, aux poètes; mais tout ce qu'on lui soumit lui parut indigne de Pierre le Grand et d'elle-même.

Le temps passait, on désirait inaugurer le monument, et on ne trouvait rien, lorsque quelqu'un proposa de s'adresser à un pauvre diable qu'on disait très intelligent.

On lui promit une jolie somme s'il trouvait une inscription digne des deux souverains qui avaient fait la Russie, et on lui donna un acompte.

Quand on revint, trois jours après, on trouva l'homme ivre-mort, et, sur sa table, le papier avec ces seuls mots : PETRO PRIMO CATHARINA SECUNDA, qu'il était chargé d'amplifier.

Le reste de la page était blanc.

Néanmoins on apporta le papier à l'Impératrice, qui dit : « Mais c'est tout ce qu'il faut ! cela dit tout. »

Et cette inscription figure sur le monument et produit un grand effet.

* * *

Le Palais d'hiver est sur cette même place.

C'est un bâtiment très vaste. Je l'ai visité, un jour, avec un employé du palais qui en connaissait tous les recoins.

Il me fit voir que le trône de l'Empereur était en sapin non raboté, mais recouvert, bien entendu, de velours, de coussins et de soie.

Il me montra aussi, dans la salle du Trône, les glands en or des rideaux. On n'y voyait plus que la rangée extérieure des franges; tout l'intérieur avait été arraché par les personnages admis à la cour.

C'est ainsi qu'il y a en Russie beaucoup de choses faites pour l'apparat et où le fond manque.

* * *

J'obtins quantité de travaux sur la grande ligne de Saint-Pétersbourg à Vilna, avec les deux prolongements de Vilna à Varsovie et de Vilna à la frontière prussienne, et je fus obligé très souvent de parcourir ces tronçons dans de petits traîneaux ou de petites charrettes découvertes sans ressorts.

C'était très primitif; mais je garde précieusement le souvenir des grandes forêts traversées, la nuit, en traîneau, avec le givre sur les arbres et les aboiements des loups trottant sous bois à peu de distance de la route.

On s'habitue à tout et nous avons du plaisir à voir quelquefois les yeux de ces fauves brillant au clair de lune.

On avait commencé les travaux de pose de la voie depuis Saint-Pétersbourg et on se proposait d'avancer vers les deux terminus, quand, un beau jour, l'empereur Alexandre II, voulant faire plaisir aux Polonais, fit dire à la Direction de la Compagnie qu'il désirait voir ouvrir une section partant de Varsovie, et cela dans le délai le plus court possible.

Le désir d'un tzar est un ordre, et la Direction se demanda comment on pourrait donner rapidement satisfaction à l'Empereur.

Il fallait renoncer aux cahiers des charges, aux concours, aux adjudications.

On me témoigna une confiance qui me fit grand plaisir.

Le directeur général, M. Collignon, inspecteur général des Ponts et Chaussées, me fit venir et me dit : « Vous allez partir ; vous visiterez les constructeurs des différents pays d'Europe et vous discuterez avec eux les prix de six locomotives et de trois cents wagons à ballast livrables dans trois mois, à Varsovie, sur rails. Nous vous rembourserons ce que vous aurez payé, plus 5 % pour votre bénéfice. »

J'acceptai, bien entendu, et partis le jour même.

Je m'arrêtai à Berlin, à Mulhouse, à Paris, à Seraing ; partout on me demanda des délais beaucoup trop longs. Je parvins à placer mes commandes en Angleterre, et, trois mois après, on invita les autorités de Varsovie et l'élite de la population à monter dans un train allant à cinquante kilomètres de Varsovie, dans la direction de Saint-Pétersbourg.

Les wagons à ballast avaient été ornés et fleuris, on y avait mis des banquettes ; mais ils n'avaient pas de ressorts, et, comme la voie n'était pas ballastée, il y avait des secousses épouvantables.

Néanmoins, tout le monde fut enchanté de cette promenade et l'Empereur fit féliciter la Société d'avoir réalisé son désir.

* * *

Un jour, je ne me rappelle plus en quelle année, un jeune officier de marine, le prince Georges de Danemark, avait été

nommé roi de Grèce et se présentait aux trois puissances protectrices de son futur pays. Après avoir été à Londres et à Paris, il arriva à Saint-Pétersbourg.

Quelques jours après, le Tzar mit le train impérial à sa disposition jusqu'à la frontière.

C'était un des premiers trains à couloir, et en dehors des salons et des chambres à coucher, il y avait un wagon de service pour les ingénieurs.

J'y avais pris place et nous étions là cinq ou six jeunes Français, causant, fumant et riant, quand la porte s'ouvrit et nous vîmes entrer le petit roi.

Il nous pria de nous rasseoir et de ne pas nous inquiéter de lui.

Il nous dit : « Hier, j'ai vu à Saint-Pétersbourg, dans un étalage, une magnifique pipe avec un long tuyau et je l'ai achetée, mais je n'ai pas de tabac et je viens vous en demander. »

Nous lui en donnâmes, et, sur son invitation, nous lui racontâmes des histoires plus ou moins grivoises.

Il passa ainsi avec nous deux heures de grande gaieté, fumant sa belle pipe et écoutant nos anecdotes.

Puis, tout à coup, il s'écria : « Je suis si bien chez vous, Messieurs, que j'oubliais tout à fait mon titre officiel ainsi que les généraux et les fonctionnaires qui m'attendent. Au revoir, Messieurs, j'ai passé avec vous de charmants moments. »

C'est ce même roi de Grèce qui a été assassiné, il y a un an, à Salonique.

* * *

Une dizaine d'années avant le commencement des tra-

vaux de la Grande Société, on avait construit la ligne de Saint-Pétersbourg à Moscou.

L'empereur Nicolas avait pris une carte de la Russie, avait tracé une ligne absolument droite allant de Saint-Pétersbourg à Moscou et avait dit au ministre : « Voilà le tracé que j'adopte. »

On exécuta la ligne suivant cet ordre impérial, et probablement, dans le monde entier, c'est la seule voie ferrée dans laquelle on ne s'est pas préoccupé des agglomérations qu'il serait utile de desservir sur le parcours.

Lorsque la ligne fut terminée, on traita avec une société américaine, la maison Wynans, pour la traction des trains à tant par kilomètre, et c'était un prix très élevé. Les Wynans devaient fournir et entretenir les locomotives.

Les pots-de-vin fonctionnaient naturellement sur une grande échelle.

Cependant, à l'époque où j'étais en Russie, le ministre passait pour être très honnête, et le représentant des Wynans avait trouvé le moyen suivant pour être bien vu de lui.

Il choisissait un jour de très beau temps et entrait chez le ministre avec un parapluie sous le bras.

Le ministre lui disait : « Comment pouvez-vous porter un parapluie par un aussi beau temps ? »

« — Je parie dix mille roubles avec votre Excellence, qu'il pleuvra avant une heure.

« — Je tiens le pari. »

Bien entendu, il ne pleuvait pas, et le pari était payé.

Mais il n'y avait pas *corruption de fonctionnaire*.

* * *

En 1865, les travaux que notre maison avait entrepris en Russie étaient achevés et il ne s'en présentait pas d'autres. En attendant, je demandai la concession du gaz à Vilna, car cette vieille cité, une des capitales de la Pologne, était encore éclairée à l'huile.

En Russie, tout se fait au nom de l'Empereur. Je reçus donc, un jour, un oukase de Sa Majesté, me donnant la concession.

On se mit à l'œuvre. Nous faisons du gaz au bois, parce que dans le pays ce combustible coûtait moins cher que la houille.

Tout alla bien. Cependant, un jour, quand plusieurs tranchées étaient ouvertes pour la pose des conduites, un orage épouvantable remplit nos fouilles et les transforma en rivière.

Un pharmacien, qui avait eu de ce fait de l'eau dans son sous-sol, eut l'idée de m'exploiter et, au lieu de me demander directement une indemnité raisonnable, il s'adressa au tribunal et lui demanda de me condamner à *trente mille roubles* de dédommagement.

En Russie, alors, et peut-être encore aujourd'hui, toute la procédure est écrite; on communique au défendeur la revendication du demandeur; le premier présente par écrit sa défense, puis le plaignant revient à la charge, et il y a généralement plusieurs échanges de mémoires avant que le tribunal se décide à juger.

Si l'accusé est étranger, le tribunal lui demande ordinairement une caution. Je consultai deux avocats et ils furent d'avis que, sans doute, le tribunal exigerait le dépôt des trente mille roubles demandés par le pharmacien et que, vraisemblablement, je ne les reverrais plus jamais.

J'eus alors une idée qui fut blâmée par mes conseils et qui parut un blasphème à mes employés.

Je répondis par écrit au tribunal que, par oukase de S. M. l'Empereur, j'avais obtenu la concession du gaz à Vilna et m'étais engagé à poser à mes frais dans les rues les tuyaux nécessaires pour distribuer le gaz aux abonnés; que, pour poser des tuyaux, il faut faire des tranchées; que si donc le pharmacien a subi un dommage par suite de l'établissement de ces tranchées, je ne puis que lui conseiller de s'adresser à S. M. l'Empereur.

Je n'entendis plus parler de rien.

En étudiant tous les détails de cette usine, je me rappelai le précepte de M. Hartmann Liebach, de rechercher la perfection sans m'occuper du prix de revient, et j'arrivai, dans la pose de mes conduites, à n'avoir aucune fuite, tandis que dans certaines villes, il y a des fuites allant jusqu'à 30 %.

* * *

Outre l'usine à gaz, j'avais édifié à Vilna un petit atelier de construction avec fonderie et forge, qui m'était utile pour me procurer des pièces de mécanique qu'il aurait été trop long de faire venir d'Angleterre. Entre autres travaux, je construisis un clocher en fer pour une vieille église russe.

En 1867, je vis entrer, un jour, dans mon bureau, un général russe en grand uniforme. En Russie, les généraux s'occupent d'une foule de questions, même non militaires.

Il me dit : « Vous savez sans doute que les Lieux saints, à Jérusalem, sont sous la protection de la France pour les catholiques romains, et de la Russie pour les grecs.

« Or la coupole du Saint Sépulcre menace ruine.

« Elle a été construite en briques au Moyen Age, mais aujourd'hui il semble préférable de faire une coupole métallique.

« Les deux gouvernements ont conféré sur cette question et chacun a désiré être chargé de la construction à frais communs. Les Russes ont été les plus tenaces et c'est moi qui suis chargé de placer en Russie la commande de ce travail.

« J'ai vu tous les grands constructeurs russes; aucun ne peut ou ne veut se charger de l'entreprise, et comme j'ai su que vous avez fait des travaux semblables, je viens vous offrir la commande. »

Cela m'amusa bien de voir que le résultat d'une compétition entre les catholiques romains et les orthodoxes aboutissait à un protestant.

Je demandai des détails. Jusqu'à Moscou, on pouvait expédier les pièces par chemin de fer en passant par Saint-Pétersbourg. De Moscou à Odessa, il n'y avait pas encore de chemin de fer et il fallait employer un roulage sur de mauvaises routes.

D'Odessa, un bateau conduisait à Beyrouth. Là il faudrait transporter à dos de chameau jusqu'à Jérusalem.

Bref, il fallait au moins deux ans pour exécuter cette commande.

Or, le climat de la Russie m'éprouvait à la longue, et j'avais un fort mal du pays.

Je refusai donc. Le général était désolé. Il insista de son mieux, promettant de ne pas marchander sur les prix et me garantissant en plus toutes les décorations d'Europe.

Rien n'y fit; j'étais fatigué et décidé à rentrer le plus tôt possible en France.

J'ai su, depuis, que le général n'avait trouvé personne en Russie voulant se charger de ce travail difficile et que c'est un constructeur de Levallois-Perret, près Paris, qui a exécuté la commande.

* * *

Avant de quitter la Russie, je raconterai encore deux petites anecdotes.

A mesure que la ligne de Saint-Pétersbourg à la frontière était ouverte sur une plus grande longueur, naturellement la durée des transports diminuait.

Un jour, nous lisons à la devanture d'un grand magasin de denrées alimentaires : *Arrivage d'huîtres*, et nous entrons. On nous en ouvre deux qui sentaient vraiment trop fort pour notre goût.

Pendant que nous cherchions autre chose à acheter, nous vîmes entrer deux Russes à longue lévite et ayant l'apparence de riches marchands. Ils avaient vu comme nous l'avis et demandaient à goûter les huîtres.

Après les avoir avalées, ils dirent : « Elles ne sont pas encore à point; nous reviendrons. »

Évidemment, il manquait quatre à cinq jours à ces huîtres pour avoir le fumet auquel ces gourmets russes étaient habitués.

* * *

Voici ma seconde anecdote.

Je me trouvais, un jour, seul avec un monsieur très bien mis, dans un compartiment de chemin de fer.

Le monsieur, qui avait vu mon journal français, me dit : « Je suis le prince, membre du Conseil de l'Empire. A qui ai-je l'honneur de parler? »

Je répondis : « Je regrette, Monsieur, de ne pouvoir vous répondre, car je voyage incognito. »

C'était une petite phrase que nous avions inventée pour nous amuser.

Je causai avec le Prince de divers sujets.

Je me rappelle qu'il me dit : « Puisque vous êtes en Russie depuis plusieurs années, dites-moi donc ce que vous pensez de nos nationaux. »

Je répondis : « Les gens du peuple ont de grandes qualités, mais ils ont deux grands défauts : l'ivrognerie et le vol. »

Le Prince répliqua : « L'ivrognerie, je vous la concède, mais quant au vol, il n'y en a pas plus chez nous que dans les autres pays.

« — Cependant, comment appelez-vous les fonctionnaires qui se font payer ?

« — Cela, c'est de la prévarication, ce n'est pas du vol.

« — Vous vous servez là d'un mot français que je n'ai jamais entendu. Pour nous, tout cela c'est du vol. »



A MULHOUSE

Au printemps de 1868, je quittai définitivement la Russie pour me fixer à Mulhouse, où, le 9 juillet de la même année, j'eus le bonheur de faire un mariage de grande inclination.

Je cherchai une affaire industrielle dans laquelle je pourrais utiliser mes connaissances en mécanique; mais ce fut long à trouver.

En attendant, je m'occupai, avec M. Émile Kœchlin, ancien maire, M. Mansbendel et le Dr Kestner, de la création du Jardin Zoologique.

M. Jules Siegfried fit, la même année, don à la Société Industrielle d'une somme de cent mille francs pour construire un cercle populaire sur le modèle de ceux existants en Angleterre et en Allemagne.

La Société Industrielle désigna un Comité pour exécuter ce projet et ce comité me nomma son président, de sorte que j'eus à étudier la question à fond et à diriger les travaux de construction.

Au commencement de 1870, ma mère était allée dîner chez son oncle Fritz Kœchlin, et celui-ci raconta qu'il avait chassé, ce jour-là, avec M. Henri Haeffely, de Pfastatt, grand fabricant, et que celui-ci lui avait dit qu'il aimerait bien trouver un associé.

Ma bonne mère, qui déjà avait contribué à faciliter les débuts de ma carrière, vint, le lendemain matin, nous voir et répéta les propos qu'elle avait entendus.

Immédiatement je pris une voiture et allai à Pfastatt.

Je dis à M. Haeffely : « Vous avez fait connaître hier à mon oncle que vous cherchiez un associé. Me voici. »

Il m'objecta : « Mais vous n'êtes pas chimiste ! »

Je lui répondis : « Qu'à cela ne tienne ; il y a M. Gustave Schæffer qui vient de quitter la maison Dollfus-Mieg pour vivre de ses rentes et qui est encore trop actif pour ne plus travailler. »

M. Haeffely accepta très volontiers cette combinaison et m'autorisa à en parler à M. Schæffer, qui accepta lui aussi ; et nous décidâmes de créer une société avec trois gérants, M. Schæffer s'occupant surtout de la fabrication et moi de la mécanique et de la partie commerciale.

Quant à M. Haeffely, il resterait gérant sa vie durant et s'occuperait de ce qu'il voudrait.

Ces arrangements furent très vite décidés et il fut convenu que la nouvelle Société fonctionnerait à partir du 1^{er} juillet 1870.

Or, le 15 juillet, la guerre fut déclarée et l'Alsace allait être envahie.

* * *

Nous passâmes six mois bien pénibles, voyant, chaque jour, passer de nouvelles troupes ou revenir des blessés qu'il fallait soigner, et entendant, la nuit, le canon tonner autour de Belfort.

Après la paix de Francfort, il y eut une courte période transitoire pendant laquelle nous pouvions continuer à desservir les anciens clients de la maison, qui se trouvaient surtout à Paris, à Rouen et à Villefranche.

Mais nous dûmes modifier beaucoup notre fabrication en vue du marché allemand, qui voulait surtout du bon marché.

Pour y arriver, nous dûmes dépenser plusieurs millions en bâtiments et en machines.

Nous appliquâmes le conseil de M. Hartmann Liebach, de chercher avant tout à faire mieux que les concurrents allemands sans nous inquiéter de la dépense, et, en respectant ce précieux principe, nous pûmes rapidement conquérir un grand marché en Allemagne.

* * *

La fabrique Haeffely étant hors de la ville et loin du chemin de fer, il y avait des transports considérables à faire par chevaux, aussi bien pour le charbon des chaudières, les drogues, les tissus écrus arrivant chez nous, que pour les tissus teints ou imprimés allant chez nos clients.

On employait constamment vingt chevaux, quelquefois trente.

J'allai, un jour, voir M. Coermann, ingénieur en chef du chemin de fer, qui avait été racheté à la Compagnie de l'Est par l'État prussien, et je lui rappelai qu'avant la guerre la

Compagnie de l'Est avait projeté de construire autour de Mulhouse une ligne de ceinture qui aurait desservi les établissements de la banlieue.

Il me dit : « Nous savons cela; nous apprécions l'intérêt qu'il y aurait à construire cette ligne qui augmenterait nos transports et rendrait service à beaucoup d'établissements; mais nous sommes arrêtés par la crainte d'avoir à payer trop cher les terrains nécessaires.

« Le jury d'expropriation, composé d'Alsaciens, chercherait bien certainement à favoriser les indigènes et on nous demanderait des prix ruineux. »

Je répliquai : « Et si je vous donnais gratuitement les terrains nécessaires, que feriez-vous? »

Il me répondit : « Certainement, nous construirions la ligne. »

Nous échangeâmes des lettres, Berlin accepta et, de mon côté, je parvins à acheter tous les terrains à des prix raisonnables.

Nous obtînmes sur cette ligne de ceinture, qui passait à côté de chez nous, une gare et deux trains par jour.

Tous les autres riverains nous aidèrent à payer les terrains, de sorte que l'avantage que nous retirâmes fut très supérieur à nos dépenses.

Cette ligne de ceinture va être élargie et elle doit alimenter une grande gare militaire.

* * *

En dehors des affaires, je m'occupai aussi du Cercle Mulhousien, qui, après avoir servi d'ambulance pendant la guerre, fut ouvert en 1872 et compta rapidement un grand nombre de membres.

On ne payait que six francs par an et on avait pour cela

des locaux chauffés et éclairés, sans être obligé, comme dans un café, de consommer.

On avait des journaux et toute une bibliothèque populaire.

Au moment de Noël, nous invitations soixante-dix à quatre-vingts vieillards indigents de plus de soixante-dix ans à un banquet, avec concert et divertissements.

Des demoiselles de la ville servaient.

Un jour, je passais dans les rangs des dîneurs, lorsque l'un d'eux m'arrêta et me dit : « Monsieur, je ne sais pas ce qui se passe au Paradis, mais, certainement, ce n'est pas plus beau qu'ici. »

Une autre fois, quand le dîner était à moitié servi, je vis arriver un retardataire, et je lui dis : « Vous êtes bien en retard, mon ami ! » Il me répondit : « Excusez-moi, Monsieur, mais avant de venir ici, j'ai dû conduire ma femme au cimetière. »

Quand on pense que ce malheureux n'avait, toute l'année, qu'un seul plaisir, on comprendra que malgré son deuil il n'ait pu y renoncer.

* * *

Je crois devoir parler aussi de deux affaires dont j'ai eu à m'occuper pour la Société Industrielle de Mulhouse.

Il y a à Mulhouse, depuis longtemps, une école de chimie, qui forme des chimistes pour l'industrie des toiles peintes. Elle avait conquis une grande réputation ; mais ses locaux, situés dans une partie de l'École professionnelle, étaient très insuffisants.

Mes collègues de la Société Industrielle me prièrent d'étudier les plans d'une nouvelle école conforme aux progrès modernes.

Je partis pour l'Allemagne, la Suisse et Paris, pour voir ce qui avait été construit de mieux, et je chargeai M. Sauvestre, l'architecte parisien qui a plus tard dessiné la tour Eiffel, de dessiner une école réunissant tous les avantages de celles que j'avais visitées.

En rentrant à Mulhouse, je soumis mon projet au Conseil d'administration de la Société Industrielle et il fut adopté, à condition que je trouverais l'argent nécessaire.

Ma maison souscrivit une somme importante, d'autres industriels suivirent; on obtint un terrain de la ville et on bâtit l'école actuelle, si remarquablement dirigée par M. Noelting.

* * *

Un autre jour, lorsque pour la première fois on parla du téléphone inventé par l'Américain Graham Bell, je reçus d'un ami d'Amérique un appareil complet et je pensai intéresser mes concitoyens en faisant, dans la salle de la Bourse, une conférence sur ce sujet.

J'avais placé des fils allant dans l'appartement de M. Jean Dollfus et avais installé là plusieurs musiciens.

Le public put s'entretenir avec eux, leur demander de jouer certains morceaux, écouter leurs propos et leur musique.

Ce fut un grand succès.

Quelques mois plus tard, on apprit qu'il se créait en Amérique de nombreuses sociétés pour exploiter cette invention, et qu'en Angleterre et à Paris plusieurs sociétés privées s'étaient fondées dans le même but.

Les industriels de la banlieue de Mulhouse trouvèrent qu'ils auraient un grand avantage à pouvoir communiquer à tout instant avec leurs correspondants de la ville, et

ils me prièrent de prendre l'initiative de la création d'une semblable société.

Il fallait, avant tout, avoir l'autorisation de poser les lignes.

A cet effet, j'écrivis à Berlin, au ministre des Postes, M. Steffan, qui était un homme d'une haute intelligence et de beaucoup d'initiative.

Dans ma lettre, je disais qu'une société était prête à construire et à exploiter un réseau téléphonique dans la banlieue de Mulhouse et qu'elle désirait être autorisée, comme l'étaient déjà celles créées en Amérique, en Angleterre et en France.

J'ajoutais, dans un post-scriptum, que si, toutefois, le ministre préférait faire cette entreprise au nom de l'État, nous lui apporterions tout notre concours et renoncerions à faire l'entreprise nous-mêmes.

Deux jours après l'envoi de cette lettre, arriva une dépêche disant : Le conseiller privé X... viendra à Mulhouse demain matin à neuf heures.

Je me rendis à la gare et vis descendre du train un haut fonctionnaire, qui me dit : « On était, à Berlin, au ministère des Postes, divisé en deux camps. Les uns étaient partisans du monopole, les autres préféraient les concessions à des sociétés privées. Le ministre hésitait ; mais, lorsqu'il eut lu votre post-scriptum, il nous dit : « Sans arrêter
« un principe général, nous allons faire cette affaire de
« Mulhouse à titre d'essai et, si cela va bien, nous nous
« réserverons le monopole dans tout le pays. »

« J'ai reçu l'ordre de commencer les travaux aussitôt qu'il y aura cent abonnés inscrits. »

Je lui répondis que nous ne demandions pas mieux que

de ne pas avoir à nous occuper de la construction, et que le soir même je lui donnerais ma réponse.

Je me mis en campagne avec plusieurs collègues de la Société Industrielle, et avant la fin de la journée j'apportai au conseiller de Berlin une liste de cent abonnés.

On se mit tout de suite au travail; il y eut quelques difficultés à obtenir des propriétaires la pose des supports sur les toits; il y en eut quelques autres encore, mais on les surmonta toutes, et le réseau de Mulhouse et environs fut mis en service le premier de toute l'Allemagne.

Notre maison de Pfastatt avait la gloire de détenir le n^o 1.

ACTION POLITIQUE

Il ne me paraît pas inutile de consacrer aussi quelques pages de ces souvenirs à mon action politique, parce que je suis le dernier survivant des protestataires de la première heure.

Le jour même où arriva à Mulhouse la dépêche annonçant les principales conditions du traité de Francfort, je rencontrai deux de mes amis, Nicolas Kœchlin fils et Émile Delmas, et nous nous demandâmes quel était notre devoir. Nous reconnûmes que nous ne pouvions pas, comme les Espagnols, organiser des guérillas ou faire assassiner les officiers et les fonctionnaires.

Mais nous pensâmes qu'il était possible et nécessaire de fonder une société secrète chargée d'éclairer l'opinion et de trouver les fonds nécessaires pour la propagande.

Nous réunîmes une vingtaine d'amis : les deux Alfred Kœchlin, le notaire Dujardin, Grosjean, dernier préfet du Haut-Rhin, etc., et nous rédigeâmes un pamphlet périodique intitulé : *La Ligue d'Alsace*.

Nous le faisons imprimer à Bâle, et des dames de nos familles allaient le chercher et le cachaient sous leurs robes.

A l'arrivée à Mulhouse, des femmes du peuple se chargeaient de glisser les numéros sous les portes.

Malgré les recherches de la police, personne ne fut arrêté.

Au moment de l'option, presque tous nos amis optèrent parce qu'ils avaient des fils, et allèrent habiter la France.

Comme j'étais né hors de l'Alsace, mon option ne fut pas acceptée. D'ailleurs, comme je n'avais pas de fils, je n'avais pas de raison pour partir.

Je restai donc et je fus considéré par les autorités comme un Alsacien; j'eus, par conséquent, le droit de vote et je pus accepter un mandat politique.

Je parvins à m'adjoindre de nouveaux collègues parmi ceux qui croyaient de leur devoir de supporter la nationalité allemande.

Lorsque la première élection au Reichstag eut lieu, on était, dans tout le pays annexé, porté pour l'abstention.

Nous fîmes campagne pour qu'on votât, et, suivant les conseils de Gambetta, nous mîmes en avant les prêtres catholiques qui, ayant l'habitude de prêcher en allemand, pourraient le plus facilement prendre la parole au Reichstag.

Nous allâmes à Colmar, à Strasbourg, à Metz, et réussîmes à convaincre les partisans de l'abstention.

A Metz, comme on n'avait pas de candidat, nous proposâmes de faire offrir par un juif la candidature à l'évêque, M^{gr} Dupont des Loges. Cela fut accepté, et c'est M. Edmond Goudchaux qui obtint le consentement de l'évêque.

A Mulhouse, ce fut d'abord mon associé Haeffely, puis, après sa mort, M. Jean Dollfus, qui furent nommés députés au Reichstag, avec des majorités énormes et sans avoir à faire la moindre campagne électorale.

J'eus aussi plus tard à m'occuper d'autres circonscriptions. Ainsi, j'avais appris que le député d'Erstein-Benfeld, M. Zorn de Bulach, s'était rallié à l'Allemagne. Il était soumis à la réélection et n'avait pas de concurrent. J'écrivis à un ami de Strasbourg, Emmanuel Schmutz, le priant de trouver un candidat protestataire, et je m'engageai à payer les frais de l'élection.

Il trouva M. le Dr Sieffermann, de Benfeld, qui fut nommé à une grande majorité, et les frais ne dépassèrent pas mille francs.

Une autre fois, un avocat de Strasbourg avait été nommé à Schlestadt comme protestataire, battant un avocat allemand de Colmar.

L'autorité fit agir sur l'élu pour l'intimider, et l'on s'y prit si bien, qu'il refusa son mandat et qu'un second tour de scrutin fut décidé, avec un délai extrêmement court.

Je vis dans les journaux que le candidat allemand passerait sans concurrent. C'était un samedi.

Par télégraphe, je demandai à mon ami Charles Blech, de Sainte-Marie-aux-Mines, de se trouver le lendemain matin à Schlestadt, à l'arrivée du train de Mulhouse.

Je l'y rencontrai et lui exposai la nécessité de trouver un candidat protestataire.

Nous allâmes ensemble voir M. Spiess, que Blech connaissait, et qui nous dit : « Mais certainement, il nous faudrait un candidat, et si M. Irénée Lang accepte, il sera sûrement nommé. »

Nous prîmes une voiture et allâmes tous trois chez M. Lang.

On nous dit qu'il était à la chasse sur la route du Rhin, mais sans pouvoir nous préciser l'endroit.

Nous partons immédiatement et finissons par entendre

des coups de fusil sur notre gauche. Alors nous descendons de voiture et nous nous dirigeons vers un bois où nous tombons sur une ligne de chasseurs.

M. Spiess leur expose nos idées, et tous se joignent à nous pour obtenir l'assentiment de M. Lang qui, en effet, se trouvait dans la compagnie.

Aussitôt son consentement acquis, nous rentrâmes à Schlestadt, où nous rédigeâmes une profession de foi.

Puis l'imprimeur se mit à la recherche d'ouvriers.

Tout fut prêt pour le lendemain matin lundi. Des femmes dévouées allèrent dans les villages distribuer les affiches, et, le jeudi, M. Lang fut nommé avec une immense majorité.

LA RANCUNE DE BISMARCK

J'arrive maintenant au moment le plus grave et le plus pénible de ma vie entière, celui qui bouleversa tout mon passé et m'obligea à recommencer une nouvelle carrière.

Dans les derniers jours de janvier 1887, pendant la période électorale pour les élections au Reichstag, je reçus de M. Winterer, curé de Mulhouse et député d'Altkirch-Thann, un mot me priant d'aller le voir.

Je fus très étonné, car je le savais à Berlin, où le Reichstag siégeait encore. Néanmoins, j'allai chez lui, et il me dit :

« Nous étions, hier, réunis à Berlin, mes collègues Guerber, Simonis et moi, lorsque nous vîmes entrer chez nous M. Windhorst, ancien premier ministre du roi de Hanovre et président du Centre au Reichstag. Il nous dit : « Je crois
« de mon devoir de vous prévenir que Bismarck veut à tout
« prix une nouvelle guerre contre la France. Il a fait un plan
« pour faire croire à l'opinion allemande que le ministre

« français de la Guerre, le général Boulanger, prépare une
« agression contre l'Allemagne et qu'il a dans ce but couvert
« de baraquements les cimes des Vosges. Il ne veut censé-
« ment pas attendre l'agression française et, un de ces
« jours, l'armée allemande passera la frontière. »

Windhorst demandait à ces messieurs de prévenir à Paris. Nos députés considérèrent que leur devoir était de faire ce que Windhorst leur demandait et ils désignèrent l'un d'eux pour porter cette grave nouvelle.

Ce fut M. Winterer qui partit pour l'Alsace, et ce fut moi qu'il chargea de transmettre la communication à Paris.

Jamais, dans le cours de ma vie, je n'ai eu une aussi grosse résolution à prendre. Cependant je n'hésitai pas et partis par le premier train.

Arrivé là-bas, les amis que je consultai m'engagèrent à faire part de ma nouvelle à trois membres influents du Parlement représentant les différents groupes, afin que, d'un commun accord, ils puissent faire tomber le ministère et, par suite, supprimer le prétexte inventé par Bismarck.

Je suivis ce conseil, et les députés que je vis s'entendirent pour une interpellation immédiate, qui aboutit à la chute du ministère et, par conséquent, au départ du général Boulanger.

* * *

Ce n'était pas la première fois que Bismarck avait préparé une agression contre la France.

En janvier 1875, je chassais, avec mes amis Hofer-Grosjean et Albert Braun, dans une forêt que traverse le chemin de fer de Strasbourg à Mulhouse.

Nous déjeunions, à midi, dans la maison d'un garde-barrière sur la route de Richwiller à Wittelsheim, lorsque nous vîmes sur le mur une affiche avec ce titre : MARCHÉ DES

TRAINS MILITAIRES, et indiquant, pour toutes les cinq minutes, le passage d'un train allant de Strasbourg à Mulhouse.

Mon ami Braun, qui pendant la guerre de 1870 avait commandé un bataillon de chasseurs à pied, interrogea le garde-barrière, et celui-ci nous dit : « On a placé cette affiche ce matin. J'ai l'ordre de me tenir sur la voie, et aussitôt qu'un certain signal me sera donné, j'aurai à arrêter tous les trains et à les faire passer sur une voie de garage pour laisser le parcours libre aux trains militaires. »

On concevra aisément notre angoisse.

Le lendemain, on avait enlevé l'affiche, et quelques jours après, nous apprenions que le tzar Alexandre II avait menacé Bismarck d'une attaque immédiate, s'il ne renonçait pas à son projet d'irruption en France.

* * *

Peu de jours après mon retour de Paris eurent lieu les élections au Reichstag, où j'étais candidat au siège de Mulhouse, par suite du refus de M. Jean Dollfus, pour des raisons de santé, d'accepter un nouveau mandat.

L'autorité fit les plus grands efforts pour me faire échouer.

Elle réussit à m'opposer trois candidats : M. Jean Mieg-Kœchlin, maire de Mulhouse, que j'aimais et estimais beaucoup comme homme privé, puis un ouvrier socialiste, et enfin un autre, non socialiste. On pensait ainsi rallier tous les ouvriers contre le candidat patron.

Il y avait dans notre circonscription vingt et un mille électeurs inscrits : vingt mille votèrent, ce qui est une proportion rarement atteinte.

Chacun de mes concurrents eut mille voix et j'en eus *dix-sept mille* pour ma part.

Le soir, on criait dans les rues : « Vive la France ! » et quand la police intervenait, on répondait : « J'ai crié : Vive Lalance ! »

Dans toutes les quinze circonscriptions de l'Alsace et de la Lorraine, les candidats protestataires furent élus.

Nous partîmes peu après pour Berlin, et je fis la connaissance d'un collègue au Reichstag, qui me dit : « On sait ici que c'est vous qui avez prévenu à Paris et qui avez empêché le coup préparé par Bismarck et que nous blâmions. Méfiez-vous, car Bismarck a dit qu'il se vengerait. »

En effet, il se vengea. On me fit d'abord un procès pour délit de fausse nouvelle, parce que, dans ma profession de foi, en parlant de nos griefs, j'avais dit : « On a supprimé le français dans nos écoles. » J'aurais dû dire dans les écoles primaires. J'avais donc trompé sciemment les électeurs.

Je subis un interrogatoire du juge d'instruction et je pris deux avocats, un Alsacien et un Allemand. Tous les deux se renseignèrent et m'annoncèrent que j'aurais deux ans de prison.

Mais ce n'était pas tout. J'étais vice-président de la Société Industrielle de Mulhouse.

Un haut fonctionnaire alla voir le président, Auguste Dollfus, et lui dit que, si je restais vice-président, on supprimerait la Société Industrielle.

Bien entendu, j'envoyai ma démission.

Enfin je fus avisé qu'on retirait à la maison Schæffer-Lalance l'admission temporaire, c'est-à-dire la faculté de recevoir, sans avoir à payer des droits, des tissus écrus étrangers, à charge, après impression, teinture ou apprêt, de les réexporter.

C'était pour notre maison la suppression d'une partie très importante de son chiffre d'affaires.

Je donnai donc ma démission de gérant.

Mais tout cela me rendit très malade des nerfs.

Je ne pouvais plus fermer l'œil et les médecins m'engagèrent sérieusement à partir et à me soigner.

A PARIS

Nous prîmes un appartement à Paris, et ce n'est qu'au bout de dix-huit mois que ma santé fut assez rétablie pour me permettre de prendre une occupation.

Je reçus, à ce moment, la visite de M. Charles Weiss, de Mulhouse, qui me proposa pour cent mille francs la propriété des brevets du bec Auer pour la France. Il ajoutait : « C'est une magnifique affaire dont le succès est assuré. »

J'étais encore sous le coup de ma longue maladie et je refusai en disant : « Une belle affaire ne m'intéresse pas, chacun peut la diriger et, si je réussis, rien ne me prouvera que je suis guéri. »

Peu après, M. Gaspard Ziegler, un des chefs de la Société alsacienne de Constructions, vint me voir et me dit : « Nous désirons beaucoup nous intéresser à l'électricité à Paris. Jusqu'ici, tous ceux qui ont touché à cette entreprise y ont perdu leur argent, mais nous croyons qu'en se donnant de la peine on doit réussir. »

« Si donc vous voulez vous occuper de cette industrie à Paris, nous nous y mettrons volontiers avec vous. »

Je répondis : « Une mauvaise affaire ! J'accepte. »

Ainsi donc, je refusais une affaire superbe, d'un succès certain, et j'acceptais de m'atteler à une affaire nouvelle,

difficile, et où tous ceux qui s'en étaient occupés y avaient été de leur poche.

Il y avait là une contradiction qui ne peut s'expliquer que par la longue maladie qui avait affecté mon cerveau.

Grâce à l'appui de la Société Alsacienne et de la maison Siemens de Berlin, nous réussîmes assez vite à gagner la confiance de la population et, depuis 1889, la clientèle n'a pas cessé d'augmenter tous les jours, et l'entreprise est devenue fort belle.

Il est bon de dire que nous n'avions rien négligé pour arriver à un service parfait.

Cette fois encore, le souvenir de M. Hartmann Liebach m'avait dirigé dans la bonne voie.

D'autres sociétés parisiennes ont cherché l'économie ; elles ont beaucoup moins bien réussi que notre création, le secteur de la place Clichy.

Nos abonnés augmentaient tous les jours, et pour les communications qu'ils avaient à nous faire, c'est moi qu'ils demandaient au téléphone, pensant qu'ils seraient mieux servis par le patron que par les employés.

Comme cela me dérangeait beaucoup, j'avais donné pour instruction de dire toujours que j'étais sorti.

J'ajoutai toutefois par boutade : « Excepté si c'est le Président de la République en personne qui veut me parler. »

* * *

Et voilà qu'un jour on vint me dire : « Le Président de la République vous demande au téléphone. »

Je reconnus la voix de M. Félix Faure, qui me dit : « L'Empereur de Russie dînera ce soir à l'Élysée, et j'ai une peur bleue d'une extinction qui pourrait faire croire

à un attentat. Je vous prie donc instamment de venir vous-même tout visiter. »

J'allai aussitôt à l'Élysée avec une équipe de monteurs et on me donna un inspecteur pour m'accompagner.

Tout fut trouvé parfaitement en ordre.

Dans la matinée, les députés et les sénateurs avaient demandé à être présentés au tsar Nicolas II et on avait décidé qu'ils seraient reçus l'après-midi dans la salle des fêtes, où le banquet devait avoir lieu plus tard. Cette réception traîna en longueur et, lorsque les derniers parlementaires partirent, il restait très peu de temps jusqu'à l'heure du banquet.

J'avais fini mon inspection et cela m'intéressa de voir les apprêts du festin.

De nombreux jardiniers apportaient de la terre et faisaient tout autour de la salle une plate-bande dans laquelle on plantait des espaliers en fleurs ou avec leurs fruits.

De nombreux domestiques mettaient la table.

On avait moins d'une heure pour tout organiser, de sorte qu'il y avait là tout un peuple en mouvement.

Quand la table fut mise, cela m'amusa de m'asseoir dans le fauteuil de l'Empereur pour me rendre compte de l'impression qu'il ressentirait.

L'employé de l'Élysée se mit à la place du président, et nous vîmes ainsi les derniers préparatifs.

J'eus l'idée de regarder l'intérieur des verres et je constatai qu'ils étaient tous garnis d'une épaisse couche de poussière produite par le travail de tous ces jardiniers.

Je me demandai ce que ferait le Tzar s'il voyait cette poussière. Pourrait-il nettoyer son verre?

Et tous les invités du banquet, que feraient-ils?

A ce moment un huissier cria : « Sa Majesté est servie ! »
Et nous quittâmes nos places.

* * *

En dehors de l'électricité, j'eus l'occasion, pendant les vingt-deux ans que nous passâmes à Paris, de créer, avec le concours de bons amis, trois œuvres philanthropiques qui fonctionnent encore :

1^o La Crèche de l'Étoile, avenue Mac-Mahon;

2^o La Société d'assistance par le travail des VIII^e et XVII^e arrondissements, qui donne de quoi vivre à des malheureux des deux sexes, en les occupant selon leurs moyens et en leur procurant si possible un emploi fixe;

3^o Le Dispensaire antituberculeux des VIII^e et XVII^e arrondissements, qui s'occupe surtout des enfants des tuberculeux, les envoie pour quelques mois à la campagne, et cherche, par tous les moyens, à les fortifier et à les préserver de la contagion.

Ces deux dernières œuvres ont été reconnues d'utilité publique et elles m'ont nommé leur président d'honneur.

LA QUESTION ALSACIENNE

J'ai aussi continué à m'intéresser vivement à la question alsacienne. J'ai fait paraître plusieurs brochures.

L'une était intitulée : *L'Alliance franco-allemande, par un Alsacien*. Une autre, *L'Avenir des peuples de l'Europe centrale*, était la traduction d'une brochure allemande (1) attribuée à un très haut personnage.

(1) *Die Zukunft der Völker von Mittel-Europa*. Berlin, 1890. Georg Reimer, éditeur.

De plus, je publiai un journal, paraissant une fois par mois, sous le nom de *L'Europe nouvelle*, et qui portait au-dessous du titre les épigraphes suivantes :

L'union de la France et de l'Allemagne,
ce serait le salut de l'Europe, la paix du monde
Victor HUGO.

La France est l'alliée naturelle de l'Allemagne.
Ferdinand DE LESSEPS.

Vous nous reviendrez par la paix.
LÉON GAMBETTA.

L'Alsace allemande est un mur.
L'Alsace française était un pont.

A. L.

Toutes ces publications avaient le même but : montrer que l'Alsace ni la Lorraine n'ont aucun avenir à attendre tant qu'elles seront allemandes, mais que ces deux provinces redevenues françaises seraient un lien rapprochant la France et l'Allemagne.

La brochure allemande, que j'ai traduite en 1890, contient le passage suivant :

On ne connaît pas, dans l'histoire, un second exemple de deux peuples en état de se causer de si grands maux sans que le vainqueur ait pu jamais retirer un réel avantage de sa victoire.

Il n'existe pas un second exemple de deux nations dont, pour toutes les nécessités de la vie comme pour les besoins de leur politique et de leur vie intellectuelle, les destinées soient aussi intimement liées les unes aux autres que celles de l'Allemagne et de la France. Leur inimitié n'est-elle pas une folie ?

Depuis vingt-trois ans que cette brochure a paru à Berlin, la situation est restée la même ; ou plutôt, elle s'est aggravée.

A cause d'elle, les principaux peuples de l'Europe se sont divisés en deux groupes d'États rivaux qui s'annulent réciproquement.

Pendant ce temps, les pays lointains se développent de plus en plus.

Le Japon a de grandes visées de domination.

La Chine se transforme complètement.

Les États-Unis étendent leur influence sur les deux Amériques.

Si la situation actuelle dure encore longtemps, l'influence de l'Europe, *de toute l'Europe*, ira en diminuant et sera bientôt annulée tout à fait.

Il est nécessaire de bien examiner cette question.

Dans le cas où les deux groupes européens se déclareraient la guerre, les résultats seraient très incertains.

En tout cas, il y aurait des ruines effroyables.

Mais même si la paix est maintenue, la perte sera considérable, *et les intérêts européens périliteront dans le monde entier*.

Quelle est l'origine de cette situation ?

La seule cause de cette division de l'Europe, c'est la conquête de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne.

Pourquoi cette conquête s'est-elle produite ?

C'est pour des raisons qu'il est bon de rappeler ici.

Nous avons constaté que, depuis 1850 environ, un grand mouvement s'est fait en Allemagne pour créer son unité.

La Prusse désirait réussir cette unité à son profit, et les promoteurs du mouvement pensaient qu'il faudrait trois guerres pour la créer.

Quand Bismarck est arrivé au pouvoir, il trouva ce programme établi, et avec ténacité il en poursuivit l'exécution.

Il attira l'Autriche dans un piège au Schleswig, et il la battit à Sadowa.

Il ne lui demanda pas de céder du territoire; il se contenta de son exclusion de la Confédération germanique.

Mais alors s'éleva dans les États secondaires de l'Allemagne un mouvement de protestation contre la domination prussienne, et Bismarck jugea que la seconde guerre était nécessaire, pour cimenter solidement l'unité de l'Allemagne *et rendre définitive la suprématie de la Prusse.*

Il inventa la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne; il falsifia la dépêche d'Ems; il fit tout ce qu'il put pour se faire déclarer la guerre, et le Gouvernement français tomba malheureusement dans le piège.

Très habilement, Bismarck ne se contenta pas des victoires qui donnaient à l'armée allemande une auréole mondiale: il exigea la cession des deux provinces françaises les plus rapprochées du Rhin.

Ce n'était pas pour augmenter la superficie de l'Allemagne.

C'était uniquement pour répandre dans tous les États de l'Allemagne la *crainte de la revanche* du pays qu'on appelait l'ennemi héréditaire, et pour engager, à cause de cette crainte, tous les Allemands à *accepter la domination prussienne.*

Combinaison géniale, qui, à elle seule, a suffi pour assurer la réputation d'habileté de Bismarck.

Il est donc bon de répéter que l'annexion des populations françaises avait uniquement pour but *de faciliter l'union de tous les Allemands ... sous la suprématie de la Prusse.*

Ce but est atteint. Il n'y a plus en Allemagne la moindre velléité d'un *Sonderbund* (1).

Pourquoi, donc, n'examinerait-on pas s'il y a vraiment utilité pour l'Allemagne à conserver un territoire dont elle n'a aucun besoin, et une population dont l'assimilation a fait, depuis quarante-deux ans, si peu de progrès?

Il est absolument évident que l'intérêt bien entendu de l'Allemagne serait de rendre l'Alsace et la Lorraine à la France, contre une compensation à trouver.

Cela fait, les principaux États de l'Europe penseraient bien vite qu'il est de leur intérêt de se grouper tous *en un seul faisceau* et de poursuivre ensemble dans le monde une politique européenne.

Beaucoup croient que, dans les dernières années de sa vie, Bismarck envisageait cette solution, et on explique ainsi l'insistance qu'il mit à avoir un entretien secret avec Gambetta.

Quoi qu'il en soit, tous les patriotes allemands, alsaciens et français doivent repousser énergiquement l'idée d'une nouvelle guerre franco-allemande, qui ne serait pas la dernière, car le vainqueur, quel qu'il soit, voudrait sa revanche.

Ainsi donc, les deux peuples les plus civilisés de l'Europe, ceux qui, unis, pourraient grouper autour d'eux toute l'action européenne, continueront vraisemblablement à éviter les conflits qui pourraient survenir entre eux, mais ils ne pourront pas s'unir pour une action commune dans le but de défendre les intérêts européens.

Ce qui fausse l'opinion en Allemagne, c'est le fait que la

(1) Mouvement séparatiste qui s'est produit en 1848 dans le grand-duché de Bade.

guerre de 1870 est survenue au moment où les Allemands désiraient à tout prix créer leur unité.

Ils croient, par suite, volontiers que la possession de l'Alsace-Lorraine est la condition inéluctable de cette unité.

C'est une erreur qu'il ne faut pas se lasser de combattre. L'unité allemande est faite, et personne ne pourra ou ne voudra la détruire.

Il est bon de répéter que la Prusse poursuivait son projet depuis longtemps, et qu'elle étudiait avec méthode tous les détails pouvant contribuer à le faire réussir.

Ainsi, en 1857, je descendis, un soir, dans un hôtel de Mayence et trouvai la salle à manger remplie d'officiers qui avaient étalé des cartes sur la grande table et prenaient tout à tour la parole.

Je m'installai dans un coin pour prendre mon repas et demandai au garçon quels étaient ces officiers et ce qu'ils faisaient.

Il me répondit : « C'est le grand État-major de Berlin. La moitié des officiers représente une armée française partie de Metz pour attaquer Mayence, et l'autre moitié une armée allemande partant de Mayence pour prendre Metz.

« Tous les matins, chacun va occuper les positions où il se trouvait la veille et manœuvre toute la journée.

« Le soir, tous rentrent, et chacun explique ce qu'il a fait, pendant qu'un général, placé au bout de la table, prend des notes devant servir à l'avancement des officiers. »

Je demandai au garçon si c'était la première fois qu'on faisait ces manœuvres.

Il me répondit : « On les fait tous les ans et toujours sur le même thème.

« — Et comment s'appelle le général ?

« — Moltke. »

C'était la première fois que j'entendais ce nom; ce ne fut pas, hélas! la dernière.

On dira peut-être : Si, en 1870, les Alsaciens et les Lorrains étaient de fidèles citoyens français, ils ont changé depuis, et beaucoup s'habituent à la domination allemande et deviennent de fidèles sujets allemands.

Si on croit cela, pourquoi ne pas faire voter?

Il est évident que si un vote libre montrait que nos populations désirent rester allemandes, il faudrait bien s'incliner devant leurs sentiments. Mais l'Allemagne ne consentira sans doute jamais à cette consultation. Et pourtant, quel bienfait pour toute l'Europe, que la réconciliation de la France et de l'Allemagne !

Il y a cinquante-quatre ans, la Lombardie et la Vénétie appartenaient à l'Autriche, et les gens du peuple, dans toute l'Italie, quand ils voulaient s'adresser la pire insulte, s'appelaient : *maledetto Tedesco*, c'est-à-dire *maudit Allemand*.

Aujourd'hui que ces deux provinces sont rentrées dans leur patrie, l'Italie est la meilleure alliée de l'Autriche, celle sur laquelle cette dernière peut le plus compter.

Combien l'affaire des Balkans aurait été plus vite réglée, si la France et l'Allemagne étaient amies et alliées ! Faut-il donc que, lorsque l'amour-propre est engagé, les gens les plus intelligents ne voient pas leur intérêt ?

FONDATEURS A MULHOUSE

Depuis notre retour en Alsace, en 1910, nous nous sommes occupés, ma femme et moi, du développement de deux fondations que nous avons créées en 1901 et 1903.

La première, l'*Union Home*, a pour but d'améliorer les logements de la classe ouvrière.

Nous avons, dans ce dessein, construit plusieurs bâtiments à petits loyers, en cherchant toujours à perfectionner l'installation.

Il y a actuellement près de cent logements, toujours occupés, et l'exemple donné par nous a produit une grande amélioration dans les nouvelles habitations construites par des spéculateurs.

Les loyers encaissés viennent augmenter le capital de la fondation et permettent de construire de nouveaux logements.

La seconde fondation, appelée *Sanatorium Lalance*, est destinée à combattre la tuberculose dans la Haute-Alsace.

Il y aura trois bâtiments de cinquante lits chacun, construits sur notre propriété de Lutterbach-Pfastatt, et on y recevra des enfants et des jeunes gens.

Un de ces bâtiments, le pavillon Amédée, est en service depuis près de deux ans et contient en ce moment cinquante enfants de deux à douze ans.

Nous trouvons, par expérience, que plus le malade est jeune, plus la guérison est rapide.

Il n'y a eu jusqu'ici aucun décès, et tous ceux qui sont sortis étaient ou guéris, ou au moins dans un état si amélioré, que les parents ont voulu les reprendre.

Il y a, en Allemagne, une loi excellente sur les institutions appelées fondations (*Stiftungen*).

Chacun peut affecter tout ou partie de sa succession à une ou plusieurs de ces fondations.

Le fondateur rédige des statuts et les soumet à l'autorité supérieure.

Lorsque ces statuts ont été approuvés par S. M. l'Empereur, la fondation est définitive, et *il n'est plus possible* de revenir sur les conditions contenues dans l'acte.

C'est là une mesure excellente et qu'on devrait imiter ailleurs.

En France, par exemple, il serait très désirable d'avoir une loi analogue empêchant les captations faites souvent dans les derniers jours de la vie, alors que le malade n'a plus toute son intelligence.

Notre expérience du Sanatorium nous a montré qu'il n'est nullement indispensable d'aller dans la haute montagne.

Il suffit d'avoir un emplacement *salubre, sans aucune fumée ni poussière*, et d'orienter le bâtiment pour que les galeries de cure soient exposées le plus longtemps possible aux rayons du soleil et le moins possible au vent.

Il faut, tant que les conditions atmosphériques s'y prêtent, mettre les malades sur la terrasse, et faciliter l'accès de celle-ci par de bons ascenseurs. Il faut dans tout l'établissement une extrême propreté.

Tout cela est très réalisable et relativement facile lorsqu'on a un personnel consciencieux.

GAMBETTA

J'estime qu'il est de mon devoir de donner, dans ces souvenirs, une place spéciale à Gambetta, parce qu'il a toujours témoigné aux Alsaciens et aux Lorrains un intérêt tout particulier et parce qu'il fut un modèle de patriotisme.

C'est à la fin de 1871 que je le vis pour la première fois.

Il habitait alors un petit entresol très modeste rue Montaigne.

Il me reçut cordialement, et, au moment où je prenais congé de lui, il me dit : « *Soyez sans inquiétude, vous nous reviendrez par la paix.* »

Cette phrase est restée gravée dans ma mémoire et elle a toujours été mon guide dans les conseils que j'ai eu à donner à mes compatriotes alsaciens.

Je n'avais plus vu Gambetta depuis lors, quand je le rencontrai place Saint-Georges, aux obsèques de M. Thiers.

Lorsqu'il passa à côté de moi, je le saluai, quoique je fusse persuadé qu'il ne me reconnaîtrait pas.

Mais, sans hésiter, il me tendit la main et me dit mon nom.

Puis il m'engagea à aller, après l'enterrement, le voir au bureau du journal *La République Française*, à la Chaussée-d'Antin.

* * *

Je ne manquai pas de me rendre à cette invitation et je passai une heure seul avec Gambetta, dont j'admirais de plus en plus la haute intelligence, la mémoire prodigieuse et surtout l'ardent patriotisme.

Il me raconta ses entretiens avec M. Thiers, avec lequel il avait un rendez-vous à Paris au moment même où l'illustre homme d'État mourait à Saint-Germain.

Il me cita ce joli mot de M. Thiers :

« Nous ne nous sommes pas toujours aussi bien entendus que maintenant ; je vous ai même appelé fou furieux. Il faut m'excuser, car alors vous étiez si jeune et moi j'étais si vieux ! »

Gambetta profita de cette heure de liberté pour me déve-

lopper son opinion sur la question d'Alsace et me répéter, ce qui était sa certitude, que l'Alsace et la Lorraine deviendraient françaises.

Il lui semblait en effet impossible que la France les oubliât, et il était certain, d'autre part, que les Alsaciens comme les Lorrains resteraient fidèles à leur patrie, quels que soient les avantages que l'Allemagne pourrait leur offrir.

« Si la France, disait-il, déclare un jour la guerre à l'Allemagne et est victorieuse, elle reprendra ses chères provinces.

« Mais alors tous les Allemands considéreront leur défaite comme une honte nationale et mettront tout en œuvre pour préparer une nouvelle guerre où ils penseront vaincre. Ce ne serait donc jamais fini.

« Il serait infiniment préférable de conclure entre les deux pays un arrangement pacifique par lequel, en toute liberté, l'Allemagne rendrait sa conquête à la France, en échange de compensations financières, coloniales ou douanières.

« Ce serait alors une solution honorable pour les deux pays et les deux peuples pourraient se donner la main.

« Vu leurs aptitudes différentes, leur union cordiale serait un bienfait pour leurs populations.

« Aujourd'hui divisés, et ils ne peuvent pas être autre chose, ils séparent forcément l'Europe en deux groupes, sinon ennemis, du moins jaloux l'un de l'autre et incapables d'intervenir ensemble auprès des peuples neufs qui se développent au loin et qui seront bientôt, pour la vieille Europe, un danger formidable.

« Réunies, par contre, l'Allemagne et la France pourront, tout en réduisant beaucoup leurs charges militaires, constituer une force telle qu'il ne s'en est jamais produit dans le monde, une force irrésistible. »

Je fus frappé par les raisonnements de Gambetta, et depuis lors j'ai saisi toutes les occasions pour affirmer :

1° Que l'Alsace et la Lorraine ne peuvent pas trouver leur avenir dans le sein de l'Empire d'Allemagne;

2° Que la France sera disposée à racheter ses provinces aimées en les payant très cher;

3° Qu'après cette négociation, tout motif de conflit futur entre la France et l'Allemagne étant écarté, ces deux pays, qui représentent l'élite de la civilisation européenne, pourront poursuivre d'un commun accord la solution d'une foule de questions où elles ont les mêmes intérêts.

* * *

Quand je pris congé de Gambetta, il me dit : « Chaque fois que vous viendrez à Paris, venez me trouver; j'aurai toujours du plaisir à vous recevoir. »

Et, en effet, à tous mes voyages à Paris, j'allai serrer la main de Gambetta et trouvai toujours le même accueil chaud et cordial et, pour mes compatriotes, des mots encourageants et sympathiques.

Un après-midi, j'étais allé le voir, à l'époque où il était président de la Chambre des Députés. L'huissier, qui me connaissait, me fit entrer dans le salon d'attente.

J'y trouvai un monsieur âgé qui attendait aussi.

Gambetta, revenant de Ville-d'Avray, arriva bientôt, nous serra la main et entra dans son cabinet.

Le vieux monsieur l'y rejoignit; mais j'entendis la voix puissante de Gambetta lui dire : « Pardon, Monsieur le Ministre, mais les Alsaciens passent toujours les premiers. »

J'entrai alors, et l'on comprendra sans peine que je ne restai qu'une minute, n'ayant d'ailleurs rien de particulier à dire.

Le soir même, en quittant Paris, j'achetais le *Temps* à la gare de l'Est.

J'y lus : « M. Gambetta a été appelé, cet après-midi, à l'Élysée, où le Président de la République lui a proposé de former un ministère, ce qu'il a accepté. Avant d'aller à l'Élysée, il a eu un entretien avec M. Cazot, ministre de la Justice. »

Ainsi donc, voilà un homme qui, au moment le plus grave de sa vie, rencontrant un gêneur sur son chemin, trouve instantanément un mot aimable pour se débarrasser de lui !

Voilà les hommes supérieurs.

* * *

La dernière fois que je vis Gambetta, il me raconta qu'il avait reçu plusieurs fois des invitations de Bismarck à lui faire secrètement visite.

Les premières fois, craignant d'être reconnu, il avait décliné l'invitation ; mais, un jour, l'ambassadeur d'Allemagne avait tant insisté, qu'il s'était décidé à partir.

M^{me} Léonie Léon, qui était sa traductrice de la langue allemande, l'accompagnait.

Ils passèrent par la Suisse et l'Allemagne du Sud. Arrivés à Leipzig, M^{me} Léon lut, dans un journal, que Bismarck était très malade à Varzin et ne pouvait voir personne.

Ils rentrèrent aussitôt à Paris.

A peine étaient-ils arrivés, que l'ambassadeur d'Allemagne se présenta et dit : « Eh bien, vous l'avez vu ? »

Gambetta répondit : « Non, car il est malade et ne peut recevoir personne. »

L'ambassadeur, désolé, avoua que c'était lui qui avait

fait mettre cette note dans les journaux pour que Gambetta ne fût dérangé par personne.

Il n'y eut plus d'autre tentative de rapprochement.

Ne doit-on pas se demander ce que Bismarck voulait dire à Gambetta de si important, de si secret, qu'il ne pouvait pas employer d'intermédiaire?

* * *

Un jour de premier janvier, nous apprîmes la mort de Gambetta et je partis aussitôt pour Paris afin d'assister aux funérailles.

A la présidence de la Chambre, on m'annonça que mon ami Charles Blech et moi, nous avions été désignés pour veiller le corps la dernière nuit.

Nous considérâmes comme un devoir d'accepter et nous passâmes la nuit autour du catafalque et des nombreuses couronnes envoyées par des amis fidèles.

Vers minuit, nous vîmes entrer un monsieur qui nous dit : « Je suis le général de Galliffet; je n'avais pas l'intention de me rendre ici ce soir, mais quand j'ai su que les Alsaciens veillaient, je suis venu. »

Galliffet avait une profonde vénération pour Gambetta.

Il nous donna de nombreux détails des plus intéressants sur ses rapports avec lui, et la nuit se passa à causer du mort et de la place importante qu'il laissait vide.

Je me rappelai qu'à la gare de Mulhouse, une dame m'avait dit : « Vous partez pour assister aux obsèques de Gambetta. Vous me rendriez bien heureuse si vous pouviez mettre cette petite boîte sur son cercueil. »

J'ouvris la boîte. Elle contenait trois petites fleurs des trois couleurs que nous aimons, entourées d'un petit crêpe noir.

Je racontai à Galliffet le désir de cette dame et j'ajoutai :
 « Mon Général, si en rentrant je puis dire à mon amie que c'est vous qui avez posé sa petite boîte, elle sera bien heureuse. »

Sans hésiter, il escalada le catafalque et posa la boîte sur le cercueil ; et, en descendant, de grosses larmes mouillaient ses yeux.

Le lendemain, l'enterrement fut solennel.

En tête, plusieurs centaines d'Alsaciens et de Lorrains marchaient derrière un char symbolique, que nos compatriotes Charles Risler et Alfred Kœchlin-Schwartz, deux des maires de Paris, avaient organisé.

C'était une belle cérémonie.

La France pleura, ce jour-là, son plus grand citoyen.

* * *

Pensons à Gambetta. Pensons-y toujours.

Pourquoi ne pas rechercher la solution amiable qu'il préconisait ?

Pourquoi ne pas se tendre la main ?

Pourquoi ne pas faire du Rhin le fleuve qui réunit les peuples, et non pas celui qui les sépare ?

Pourquoi ne pas dire, comme le haut personnage berlinois : « Il n'existe pas dans le monde un second exemple de deux nations dont, pour toutes les nécessités de la vie comme pour les besoins de leur politique et de leur vie intellectuelle, les destinées soient aussi intimement liées les unes aux autres que celles de l'Allemagne et de la France ? »

« *Leur inimitié n'est-elle pas une folie ?* »

Mulhouse, 15 janvier 1914.

Auguste LALANCE.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	v
ENFANCE ET JEUNESSE	1
Les mines de Ronchamp	1
Quelques souvenirs d'enfance	2
L'ouverture du chemin de fer de Mulhouse à Thann	5
Rencontre avec Bazaine. — La pension Dautheville à Guebwiller.	7
Changement de fortune	9
Aux ateliers de construction André Kœchlin et Cie, à Mulhouse.	10
Que vos produits soient toujours supérieurs à ceux de vos con-	
currents.	10
PREMIÈRES SORTIES	11
Voyage à Augsbourg.	11
Gustave Schwab, auteur romantique allemand	12
Charles-Quint et Marie-Antoinette	13
Le prince Louis de Bavière	14
Arrogance et obséquiosité allemandes	15
A Tenay sur le Rhône	16
Curieuse organisation d'une fabrique de soie grège.	17
A Vienne en Dauphiné	18
Triomphe de la turbine.	19
A Dusseldorf	20
Préparation de longue main à la guerre contre la France.	21
L'EXPOSITION DE 1855.	21
Prouesse d'une machine à imprimer les étoffes. — Le prince Albert.	22
L'impératrice Eugénie. — Machine à coudre et machine à boucher	
les bouteilles	23
Les Portugais n'auront pas nos locomotives.	24
Séjour à Manchester	25
La sécurité de l'avenir par l'assurance sur la vie.	26
EN ALLEMAGNE, EN AUTRICHE ET EN ITALIE	27
Déboires commerciaux. — Pour rompre la guigne.	27
Rencontre, à Danzig, d'un soldat de la Grande Armée	28
Mésaventure d'un buveur de thé à Vienne	29
L'état de siège à Venise, ou un peuple civilisé opprimé par des	
sauvages	30

	Pages
EN RUSSIE.	30
Livraison de quarante locomotives à Saint-Pétersbourg. — Nos gaudissarts à l'étranger.	30
Hygiène spéciale du peuple russe	31
La pelisse volée et les chicanes de la police. — La vie à Saint-Pétersbourg	32
Rencontre avec Bismarck.	33
La statue de Pierre le Grand et les mystères du Palais d'Hiver	34
Les lignes de Saint-Pétersbourg à Vilna, à Varsovie et à la frontière prussienne	35
Le prince Georges de Danemark, roi de Grèce.	36
Le chemin de fer en ligne droite de Saint-Pétersbourg à Moscou.	37
La plaie des pots-de-vin. — L'installation du gaz à Vilna.	38
Trente mille roubles de dommages-intérêts	39
Renonciation au remplacement de la coupole du Saint Sépulcre	40
Les huîtres trop fraîches. — Le vol est une chose et la prévarication en est une autre	42
A MULHOUSE.	43
Le Jardin Zoologique et le Cercle Populaire.	43
Comment M. Henri Haefely cherchait un associé chimiste et trouva un mécanicien. — La guerre franco-allemande	44
Nécessité d'accommoder la fabrication au goût allemand. — Les terrains de la ligne de ceinture offerts pour rien.	45
Le Cercle Mulhousien et la Bibliothèque populaire et leurs bienfaits	46
La nouvelle École de chimie.	47
Le premier réseau téléphonique en Allemagne a été celui de Mulhouse	48
ACTION POLITIQUE	50
<i>La Ligue d'Alsace</i>	50
L'option. — Campagne pour l'élection des députés au Reichstag.	51
Manœuvres électorales	52
LA RANCUNE DE BISMARCK	53
Une démarche à Paris, en 1887, fait renverser un ministère.	53
Elle empêche une guerre imminente et une nouvelle invasion en France	54
Une première tentative d'agression contre la France en 1875	54
Dix-sept mille voix de majorité. — Tous les candidats protestataires sont élus	55
La vengeance est inexorable. — L'existence de la Société Industrielle menacée.	56
Rentrée forcée dans la vie privée.	56

TABLE DES MATIÈRES

77

Pages

A PARIS.	57
L'entreprise de l'éclairage électrique	57
L'empereur Nicolas II dîne à l'Élysée.	58
Inconvénients antihygiéniques de la grandeur	59
Trois œuvres philanthropiques.	59
LA QUESTION ALSACIENNE.	60
<i>L'Europe nouvelle</i>	60
Grave danger auquel la division expose les États de l'Europe . .	61
Les véritables causes de la guerre franco-allemande	62
L'unité allemande fondée à tort sur la possession de l'Alsace- Lorraine	63
Les Prussiens poursuivaient depuis de longues années leur projet d'une guerre contre la France	65
Si les Alsaciens-Lorrains désirent rester Allemands, pourquoi ne pas les faire voter ?	66
FONDATIONS A MULHOUSE.	66
<i>L'Union Home</i> pour l'amélioration des logements ouvriers . .	66
Le <i>Sanatorium Lalancé</i> , pour la lutte contre la tuberculose. . .	67
Comment une fondation devient irrévocablement définitive . . .	67
GAMBETTA	68
Rencontres avec Gambetta	68
L'Alsace-Lorraine ne devra être rendue à la France que par un arrangement pacifique	69
Réunies, les deux nations constitueraient une force irrésistible .	70
Un Alsacien passe avant un ministre.	71
Pourquoi l'entrevue projetée entre Bismarck et Gambetta n'eut pas lieu.	72
La mort de Gambetta et un geste touchant du général de Gal- liffet	73
Pensons toujours à Gambetta	74

NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

- Le Traité de Francfort.** *Étude d'histoire diplomatique et de droit international*, par Gaston MAY, professeur à l'Université de Paris. 1910. Un volume in-8 de 360 pages, avec 3 cartes dans le texte, broché. 6 fr.
- La France d'aujourd'hui et la France de demain.** *Études sociologiques*, par Jules d'AURIAC, préfet honoraire, consul général de France. Nouvelle édition, revue et augmentée. 1908. Un volume in-12, broché. 2 fr. 50
- La Grande Nation. (La France devant l'Europe.)** *Études sociologiques*, par le même. 1910. Un volume in-12, broché. 2 fr.
- Le Règne de Paris et la Commune rurale**, par le même. 1911. Un volume grand in-8 de 188 pages, broché. 3 fr. 50
- Deux Républiques. France et Suisse.** *Études sociologiques*, par UN DIPLOMATE. 1912. Un volume in-12 de 323 pages, broché. 3 fr. 50
- Nos Frontières de l'Est et du Nord.** *Le Service de deux ans et sa répercussion sur leur défense*, par le général MAITROT. Nouvelle édition, revue, mise à jour et augmentée. Avec une Préface du général KESSLER. 1913. Un volume grand in-8, avec 9 cartes et 8 croquis, broché. 3 fr. 50
- La Belgique à jamais indépendante.** *Étude stratégique*, par le colonel Arthur BOUCHER. 5^e mille. 1913. Un volume in-8 avec 2 cartes, broché. 1 fr.
- Les Origines de la Guerre de 1870.** *La Candidature Hohenzollern, 1868-1870*, par Pierre LEHAUTCOURT (Général PALAT). 1912. Un volume in-8 de 679 pages, broché. 7 fr. 50
- Guerre de 1870-1871. Aperçu et commentaires.** — I. *La Destruction des armées impériales.* — II. *Les Armées de la Défense nationale*, par Pierre LEHAUTCOURT (Général PALAT). 1910. 2 volumes in-8 (738 pages), avec 5 cartes hors texte, broché. 10 fr.
- Les Champs de bataille de 1870**, par Henri DORIZY, *Guide album* grand in-8, avec 122 photographies et 10 cartes. Préface du général LYAUTEY. Tirage en plusieurs couleurs. 1 fr. 60
- Les Horreurs de l'Invasion 1870-1871.** 1913. Un volume in-8 étroit de 106 pages, broché. 90 c.
- La Lutte pour le français en Lorraine avant 1870.** *Étude sur la propagation de la langue française dans les départements de la Meurthe et de la Moselle*, par Gaston MAY, professeur à l'Université de Paris. 1912. Un volume grand in-8, avec une carte, broché. 4 fr. 50
- Le Pangermaniste en Alsace**, par Jules FROELICH. 1913. Un volume in-12, avec 16 dessins par HANSI, broché. 75 c.
- Force au Droit (Question d'Alsace-Lorraine)**, par H. MARINGER. 1913. Un volume in-12, avec 2 cartes dressées par le lieutenant LAPOINTE, broché. 3 fr. 50
- Pour l'Armée**, par le général CHERFILS. 1913. Un volume in-12 de 420 pages, br. 3 fr. 50
- L'Armée toujours prête**, par Joseph REINACH, député. 1913. Un volume in-12 de 467 pages, broché. 3 fr. 50
- Une Réponse française au programme militaire allemand**, par le capitaine LE FRANÇAIS. 1912. Un volume in-8 de 169 pages, broché. 2 fr. 50
- Les Armements allemands. La Riposte**, par le capitaine Pierre FÉLIX. 1912. Un volume in-8 de 137 pages, broché. 1 fr.
- La Légion étrangère et le Droit international**, par Charles POIMIRO, docteur en droit. 1913. Un volume grand in-8, broché. 5 fr.

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

- Société Industrielle de Mulhouse.** — Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle. *Enquête centennale.* 1902. Un volume in-4 de 1107 pages, avec 261 illustrations dans le texte, 46 planches et cartes en phototypie hors texte, broché en deux tomes 40 fr.
Relié en demi-marquin, tranches dorées. 50 fr.
- L'Essor économique de la Lorraine.** Rapport général sur l'Exposition internationale de l'Est de la France, à Nancy, en 1909, par LOUIS LAFFITTE, secrétaire général de la Chambre de commerce de Nancy, directeur général de l'Exposition. 1912. Un volume grand in-4 de 1077 pages, avec 38 planches, 7 graphiques, 3 cartes et 1 plan hors texte, et 375 illustrations dans le texte, couverture illustrée par V. PROUVÉ, broché. 40 fr.
Relié en demi-marquin, tête rouge. 50 fr.
- Scheurer-Kestner (1833-1899).** — 1908. Brochure grand in-8 de 70 pages, couverture illustrée. 75 c.
- Gustave Steinheil (1818-1906),** par Pierre DIETERLEN. 1907. Un volume in-12 de 160 pages, avec portrait, broché 2 fr. 50
- Les Provinces Perdues. — Haute-Alsace,** par ARDOUIN-DUMAZET (Tome 48 du *Voyage en France*). 2^e édition. 1910. Un volume in-12 de 444 pages, avec 22 cartes, br. 3 fr. 50
Relié en percaline souple. 4 fr. »
- **Basse-Alsace,** par le même (Tome 49 du *Voyage en France*). 2^e édition. 1910. Un volume in-12 de 488 pages, avec 29 cartes, broché 3 fr. 50
Relié en percaline souple. 4 fr. »
- **Lorraine** (Tome 50 du *Voyage en France*). 2^e édition. 1910. Un volume in-12 de 447 pages, broché 3 fr. 50 — Relié en percaline souple. 4 fr.
- Les Provinces Perdues, d'après Ardouin-Dumazet,** par Émile CHANTRIOT, agrégé de l'Université. 1908. In-8, 52 pages, broché 1 fr.
- Les Ruines des Vosges,** par Émile WAGNER. 1910. Deux volumes in-12, chacun de 450 pages, avec 112 photographies. — I. *Partie septentrionale.* — II. *Partie méridionale.* Chaque volume, broché. 3 fr. 50 — Relié en percaline gaufrée or, tête rouge. 4 fr. 50
- Le Reichstag impérial (1871-1912).** *Étude de démographie politique,* par Paul MEURIOT, membre de la Société de Statistique de Paris. 1914. Brochure grand in-8 jésus de 64 pages. 2 fr. 75
- De l'Empire allemand. Sa constitution, son administration,** par C. MORHAIN, sous-intendant militaire. 1886. Un volume grand in-8 de 468 pages, broché. 7 fr. 50
- L'Alsace-Lorraine et l'Empire allemand (1871-1911),** par Robert BALDY. Préface de M. René HENRY, professeur à l'École des Sciences politiques. 1912. Un volume in-8 de 236 pages, broché. 6 fr.
- L'Allemagne et sa situation économique,** par Émile CHANTRIOT, agrégé de l'Université. Avec une préface de M. Wilhelm FÖRSTER, professeur à l'Université de Berlin. 1910. Un volume in-12, broché. 2 fr. 50
- La Vie des grandes Capitales de l'Europe. Études comparatives sur Londres, Paris, Berlin, Vienne, Rome,** par Gaston CADOUX, chef de service à la Préfecture de la Seine. 2^e édition, revue et augmentée. 1913. Un volume in-12 de 380 pages, broché. 4 fr.
- Notes sur Paris.** A l'occasion du cinquantenaire de la *Société de statistique de Paris* et de la XII^e session de l'Institut international de statistique. 1909. Un volume in-8 de 286 pages, broché. 5 fr.
- Les Grands Magasins à Paris, à Berlin et en Amérique. Leur organisation commerciale.** 1913. Un volume in-8, avec 14 gravures dans le texte et 4 planches hors texte, broché. 4 fr. 50
- Les Ports de commerce français,** par Albin HUART, membre de la Société d'économie politique, chargé de mission par le Musée social. Préface de M. Daniel BELLET, secrétaire perpétuel de la Société d'économie politique, professeur à l'École des Sciences politiques. 1911. Un vol. in-12 de 261 pages, avec une photogr. et 3 planches hors texte, br. 2 fr. 50
- Les Grands Ports extra-européens et le Commerce international,** par Émile CHANTRIOT, docteur ès lettres. 1910. Brochure in-8 de 66 pages.
- Répertoire technologique des Noms d'Industries et de Professions Français-Anglais-Allemands.** Avec notices descriptives sommaires. Suivi de trois listes bétiques des noms allemands, anglais et français. (Publication du Ministère du de la Prévoyance sociale. Statistique générale de la France.) 1909. Un volume pe 775 pages, relié en percaline gaufrée, tête rouge.

La fondation Lalance a 90 ans

Du sanatorium pour les personnes indigentes de Mulhouse au Phare à Illzach, la fondation Lalance a investi des sommes colossales dans l'équipement social de l'agglomération.

Depuis près d'un siècle, la fondation Lalance, née en 1903, fait partie du paysage social et médical de Mulhouse. Comme la plupart des fondations de l'époque, elle doit son existence à un industriel, Auguste Lalance, né à Ronchamp en 1930, un des créateurs de la société Schaeffer, et à son épouse, Amélie Weiss.

Parlementaire protestataire, Auguste Lalance s'exila à Paris en 1871 et créa dans la région de Clichy une crèche, une mutuelle ouvrière et un dispensaire antituberculeux.

De retour en Alsace, il décida, après la mort à 18 ans d'un de ses neveux, Amédée Lalance, des suites de la tuberculose, d'y fonder un sanatorium qui devait accueillir, en priorité, « **les personnes indigentes de Mulhouse et de son rayon industriel** ». Il créa une fondation et mit à sa disposition une propriété de plus de 5 ha sur le ban des communes de Pfastatt et de Lutterbach comprenant deux maisons d'habitation avec annexes, prés et vignes... le tout estimé à 100.000 marks. Il y rajouta une somme en espèce de 400.000 marks. Les travaux commencés en 1910, furent achevés le 20 février 1912 et le sanatorium put accueillir 43 enfants âgés de 18 mois à 13 ans. En 1913, ils étaient 98. Durant la guerre de 14-18, les enfants furent éva-



Le centre médical Lalance à Lutterbach, avec ses vastes baies vitrées, a gardé l'aspect du sanatorium originel.
(Photo « L'ALSACE » J.M. Sch.)

cués et le sanatorium transformé en hôpital militaire allemand.

AÉRIUM

La paix revenue, Auguste La-

lance s'attela à la remise en état de l'établissement, secondé par celui qui allait lui succéder, Gabriel Schlumberger. A sa mort, le 6 avril 1920, à l'âge de 90 ans, le sanato-

rium était, en fait, un aérium hébergeant bon an, mal an, 100 à 150 enfants avec un taux de guérison de 46 à 80%. A cette époque, les frais non couverts par les revenus pro-

pres de la fondation étaient pris en charge par les industriels de la région de Mulhouse. Après la débâcle les Allemands s'emparèrent des

biens de la fondation et les attribuèrent à la Reichsbahn qui y installa un sanatorium pour enfants.

De novembre 44 à janvier 45, le bâtiment n'échappa pas au sort de la commune de Lutterbach. Il reçut plus d'une centaine d'obus. Néanmoins, dès la fin des hostilités, Gabriel Schlumberger et son comité se remirent au travail. Suivant l'avis des spécialistes de la lutte antituberculeuse, ils optèrent pour un sanatorium suburbain, dans des bâtiments reconstruits et agrandis, moyennant une aide du ministère de la santé et de la caisse régionale de sécurité sociale. Le nouvel établissement, bâtiment moderne, doté de tous les perfectionnements techniques, et abritant 107 lits, a été inauguré le 1er avril 1951, quelques semaines après la mort de Gabriel Schlumberger, à l'âge de 83 ans.

POUR PERSONNES AGÉES

La même année, le comité de direction présidé par le bâtonnier Steinel a décidé de le vendre à la Sécurité sociale. Une page était tournée, et la fondation rechercha de nouvelles orientations. De « Fondation sanatorium Lalance » elle devint « Fondation Lalance », reconnue d'utilité publique le 7 octobre 1957. Fidèle à son orientation

originelle, elle se lança dans d'autres actions sociales :

-construction en 1957-59 rue de Verdun, d'un foyer pour personnes âgées, vendu en 1987 à la fondation Wallach.

-construction en 1960, au profit de l'Union locale des amis de la jeune fille, d'un bâtiment de 20 à 25 chambres individuelles sur un terrain acquis à Brunstatt, pour remplacer le foyer des Hirondelles qui recevait, rue des Orphelins à Mulhouse, des jeunes filles en danger moral ou des indigentes sans emploi. Complété en 1971 par un second bâtiment, le foyer a été vendu fin 1989 à l'association gestionnaire de l'époque, l'ARSEA.

-construction en 1964 et 1971, de deux bâtiments pour le Phare à Illzach.

-construction, dès octobre 1988, d'un bâtiment de près de 200 m² de surface utile, à usage de laboratoire, pour un coût de 3,5 MF, au profit de l'association pour la recherche en hématologie et transfusion, sans oublier de nombreuses actions ponctuelles.

L'œuvre et l'esprit d'Auguste Lalance demeurent. Quant à l'ancien sanatorium, il a subi en 1984, une profonde mutation. Il abrite désormais un service de pneumologie « court séjour » de 30 lits, un service de rééducation cardiovasculaire de 20 lits, et un service de rééducation fonctionnelle cardiaque de 40 lits.

Jean-Marie SCHREIBER